Vol. 7 • No. 24 • Du 25 au 31 Décembre 2013 Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



POURQUOI UNE COMMISSION SUR L'ARRÊT RACISTE TC/0168/13 ?

Voir page 4

Au Sommet de l'ALBA qui se tenait à Caracas les 16 et 17 décembre 2013, le président du Venezuela, Nicolas Maduro s'était entretenu avec ses homologues d'Haïti Michel Joseph Martelly et de la République Dominicaine, Danilo Medina sur la question de la violation des droits des Dominicains d'origine haïtienne.

LE HONDURAS RENFORCE L'OCCUPATION D'HAITI !



Voir page 3

Le Congrès National du Honduras autorise l'envoi d'une troupe de 150 soldats des forces armées en Haïti pour renforcer les troupes d'occupation de la MINUSTAH .







Pour une éclosion de fiers hibiscus de la liberté et de l'honneur

Par Frantz Latour

Depuis le parricide du Pont Rouge, le peuple haïtien exploité, constamment blessé dans sa dignité, affligé de malheurs, avance courageusement, héroïquement, à la recherche d'un avenir meilleur, à la recherche de justice et de vraie liberté. L'injustice et l'oppression ont été son quotidien, mais la détermination de vaincre, par contre, sa seule boussole. Le 16 décembre 1990 avait à peine commencé à faire germer les semences de la dignité et de l'honneur pour l'éclosion de fiers hibiscus de la démocratie lorsque les forces liberticides du mal et de la répression ont fait éclater en mille cristaux de deuil et de souffrances le grand rêve démocratique du peuple haïtien.

L'année 2013 s'achève, et notre mémoire se souvient. Depuis ce rêve brisé, le peuple haïtien n'a pas encore retrouvé son angle de repos. Il poursuit inlassablement son combat et sa résistance. Il en a l'habitude et le courage, depuis la poussée revendicatrice des Piquets, le douloureux épisode de Marchaterre, la glorieuse guérilla nationaliste de Péralte et de Batraville, jusqu'aux fréquentes et récentes manifestations de rue contre la présence des forces d'occupation, contre la faim, contre un exécutif puant la corruption, contre la volonté sournoise du pouvoir de vendre l'honneur national et les richesses du pays au plus offrant et dernier enchérisseur.

Il s'agit du combat de tout un peuple pour la dignité, pour que la vie ne reste plus en veilleuse, pour que le pain de l'existence n'ait plus dans sa bouche un «goût de fond de mer et d'aloès», pour que le jour ne ressemble plus à la nuit, pour que l'étranger ne vienne plus lui voler la force de travail de prolétaires condamnés soit à l'esclavage des usines d'assemblage, soit à un amer exil dans les bateys dominicains, et pour que enfin les vivres soient partagés équitablement autour de la grande table nationale.

Au seuil de l'année 2014, plus que jamais, le mot d'ordre doit être au courage, à la persévérance dans la résistance à une vie de malheurs. Ni faillir, ni défaillir, telle doit être notre attitude pour faire bon accueil à l'année nouvelle. Notre cri de révolte face aux injustices qui accablent le quotidien des masses haïtiennes devra crever le tympan des nuits d'éprouvantes humiliations et souffrances trop longtemps endurées par le «peuple souffrant» et renforcées depuis l'arrivée au pouvoir en mai 2010 du plus honteux échantillon de la faune politicienne haïtienne, imposé du reste par l'impérialisme.

À l'orée de la nouvelle année, nous renouvelons notre plus profond attachement et notre indéfectible appui à la très longue et douloureuse lutte de libération des masses haïtiennes dont nous sommes solidaires, aujourd'hui, demain et pour toujours. À ce peuple au courage indomptable, nous souhaitons, au nom du journal, la plus vigoureuse force d'âme pour écarteler les ténèbres de l'injustice et de l'oppression qui l'enferment dans son ghetto de malheur, pour que son combat débouche enfin sur une société plus juste et fraternelle.

Faisons confiance aux «mains magiciennes» du peuple, car elles seules viendront «défoncer la vague de la honte» causée par la lâcheté, l'inconscience et l'égoïsme des classes possédantes. Leur seule force, organisée, finira par forcer l'occupant à plier bagages, forger une seconde Indépendance et saluer l'éclosion de fiers hibiscus de la liberté et de l'honneur.

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

Le Honduras renforce l'occupation d'Haiti !

Par Thomas Péralte

Alors que Bottom of Formdes voix s'élèvent ici et ailleurs pour exiger le départ des forces d'occupation de l'ONU en Haïti, le Congrès National du Honduras autorise l'envoi d'une troupe de 150 soldats des forces armées en Haïti pour renforcer les troupes de l'ONU. Cette décision prendra effet en janvier 2014. Les troupes honduriennes, avec leur équipe respective, se joindront au contingent national de la République du Chili au sein de la MINUSTAH pour une période d'une année, indique-t-on.

Le vice-président du congrès, Mauricio Oliva, a indiqué que le Honduras est au courant des conditions précaires dans lesquelles Haïti se trouve, notamment après les catastrophes naturelles et politiques qui se produisent. Aussi, il est urgent de lui fournir les décrets autorisant l'envoi de troupes. Le président du Comité de Défense, Rodolfo Zelaya, a expliqué de son côté que ce type de mission vise à aider les forces armées, de partager des expériences et de former les soldats et officiers.

En ce sens, nous comprenons les raisons qu'au Honduras, il y a eu le Coup d'Etat du 28 juin 2009 contre le président progressiste José Manuel Zelaya et tout récemment le coup d'état électoral lors des scrutins du 24 novembre dernier pour empêcher la candidate de LIBRE *Xiomara Castro de remporter les élections.* Pour le vice coordinateur de LIBRE, Juan Barahona *« le vol de la victoire repousse à plus tard les grandes transformations qu'à travers leur vote, tant de Honduriens avaient appelé de leurs vœux »*

Ce sont des gouvernements réactionnaires de la sorte que les impérialistes soutiennent en Amérique Latine comme ils nous ont imposé un Michel Martelly en Haiti pour régler leurs affaires.

A rappeler que le gouvernement uruguayen qui détient également des soldats dans la MINUSTAH compte soumettre, à son Parlement, un projet de loi visant à proroger, jusqu'au mois d'avril 2014, la présence de militaires uruguayens dans cette force d'occupation. La semaine dernière, le sénateur du nord, Moise Jean Charles, avait entamé une série de rencontres avec des dirigeants du Brésil et de l'Argentine, en vue d'obtenir le retrait de la MINUSTAH du pays.

Par ailleurs, les manifestations se multiplient régulièrement pour exiger le départ de cette force occupante. Ainsi, le vendredi 20 décembre dernier, le Mouvement de Liberté d'Egalite pour la Fraternité des Haïtiens (MOLEGHAF) et d'autres membres d'organisation populaire ont organisé un sit-in devant le siège principal des Nations Unies en Haïti pour continuer de réclamer le départ des troupes de l'ONU du sol national à quelques jours de notre 210 ème anniversaire d'indépendance.

Déclaration de l'Alliance Citoyenne

L'Alliance Citoyenne (AC) dénonce avec véhémence la loi électorale de 2013 qui exclut totalement les communautés haïtiennes d'Outre-Mer du processus électoral et appelle le Parlement à se ressaisir en vue de travailler sur un document électoral tenant compte des intérêts de tous les haïtiens, sans discrimination aucune.

La loi électorale qui vient d'être publiée, après tant de tergiversations, n'est autre qu'un instrument de renforcement de l'exclusion des compatriotes résidant en terre étrangère de la vie politique de leur propre pays. L'article 90 -m de cette loi, participe d'une vaste conspiration contre les communautés haïtiennes de l'étranger, notamment des éventuels candidats.

Il s'agit d'une manœuvre d'un groupe de députés et de sénateurs ayant vécu eux-mêmes à l'étranger qui cherchent à barrer la route aux éventuels candidats issus des rangs des haïtiens expatriés. Cet article est contraire à la Constitution de 1987 amendée qui a réhabilité politiquement les haïtiens expatriés. C'est un acte de trahison.

La loi fiscale haïtienne admet qu'un retardataire puisse payer ses redevances fiscales en totalité moyennant une pénalité, tandis que la loi électorale de 2013 appelée à réguler les prochaines compétitions électorales, fait obligation à un potentiel candidat de prouver que chaque attestation, pour être recevable, établisse que l'impôt a été acquitté au cours de l'exercice fiscal concerné, au regard des cinq dernières attestations de paiement des redevances fiscales.

De plus, l'article 90 -m est en total désaccord avec l'article 44 -d de la même loi électorale qui stipule que "pour être candidat au Sénat, il faut avoir résidé dans le département à représenter au moins trois années consécutives précédant la date des élections". Et si un compatriote vivant à l'étranger décide de se porter candidat au Sénat revient au pays depuis trois ans, il serait certainement en mesure de fournir ses attestations de paiement pour les trois années séparément, comme l'exige l'article 44 -d. Comment le ferait-il pour couvrir les deux années manquantes au regard de l'article 90 -m.

Dans ce document de 244 articles, il n'est fait aucune mention de la participation des haïtiens d'Outre-Mer qui représentent une population de 4. 5 millions à titre d'électeurs, lors de ces élections. Il en est de même des mesures envisagées pour faciliter l'inscription de cette catégorie d'haïtiens qui fournissent annuellement un peu plus de deux milliards de dollars américains à la mère patrie.

Tout en condamnant cette injustice faite aux haïtiens expatriés, l'Alliance Citoyenne recommande à la 49e Législature de procéder au plus vite à l'amendement de la loi électorale à caractère discrétoire et exclusif. Dans le cas contraire, des parlementaires-candidats feront l'objet de boycott, lors des opérations de levée de fonds ou autres dans les différentes communautés haïtiennes de l'étranger. Aussi, appelons-nous toutes les organisations haïtiennes de l'étranger et d'Haïti qui comprennent le sens de notre bataille à s'unir en vue de faire échec au plan de ceux qui cherchent à nous exclure définitivement des affaires de notre pays.

« Nou tout se ayisyen,
nou tout ladan-l »

Francklyn B. Geffrard
Président

Miami le 19 Décembre 2013

Lettre

Bonsoir,

Je suis Pasteur Ernst Pierre Vincent, Secrétaire exécutif de la Conférence des Pasteurs Haïtiens. J'estime opportun de soumettre à votre attention le message de fin d'année de la conférence des Pasteurs Haïtiens.

Espérant que vous allez procéder à la diffusion de ce message, je vous prie, cher responsable, de recevoir mes salutations les plus distinguées. Joyeux Noël et Bonne année!

Pasteur Ernst Pierre Vincent

****

Lisez le Message de Fin d'Année de la Conférence des Pasteurs Haïtiens

La conférence des pasteurs Haïtiens (COPAH) tire la sonnette d'alarme devant l'ampleur du drame national caractérisé par la détérioration accrue des conditions matérielles d'existence de l'homme haïtien réduit à sa plus simple expression. La majorité de la population continue de vivre dans la pauvreté extrême et la privation de ses droits élémentaires. Manger à sa faim, s'éduquer, avoir des soins de santé, jouir d'une justice équitable représentent un luxe, voire un privilège pour la majorité de nos compatriotes. Autrement dit, l'environnement global dans lequel évolue le pays est propice à toutes sortes de bouleversements aux conséquences incalculables et irrémédiables. En fait, les préoccupations majeures, les besoins et les intérêts des citoyens ne sont pas pris en compte.

La morale chrétienne fait grandement défaut dans notre société où le matérialisme prime sur les valeurs humaines universelles au point que le pays se transforme lentement en une véritable jungle. La course effrénée pour de l'argent et du gain facile devient aujourd'hui un élément dominant dans notre société. Le pays est socialement et politiquement fragmenté avec d'un côté les descendants de Pétion revendiquant leur appartenance de classe et de l'autre, ceux de Dessalines qui réclament une meilleure distribution des richesses nationales, sur fonds de couleur et de classes sociales.

Entre-temps, le pays s'enfonce tout droit dans l'abîme. La prostitution se répand à travers la société n'épargnant même pas les adolescents. La misère s'installe irrémédiablement dans tous les compartiments de la société. Les enfants meurent, faute de soins primaires. Les infrastructures sanitaires font cruellement défaut pendant que des millions de dollars tirés des fonds du trésor sont dépensés dans des futilités. L'économie du pays reposant sur l'assistanat donne vraiment des signes de fatigue, amenuisant l'espoir des plus faibles qui, en général, se permettent d'espérer une certaine amélioration de leurs conditions de vie à l'occasion des fêtes de fin d'année.

La justice est fortement partisane. Le respect des droits et celui des libertés individuelles sont devenus très aléatoires, alors que la Constitution haïtienne fixe très clairement les règles du jeu démocratique. La réalisation d'élections séquentielles dans le pays pour renouveler le personnel politique est devenue une faveur des autorités politiques. La publication officielle de la loi électorale est qualifiée d'évènement majeur, alors qu'il s'agit d'un simple acte normal relevant des prérogatives constitutionnelles du président de la République. Compte tenu de la façon dont les affaires de la République sont conduites, il faut craindre le pire. La démocratie ne rime pas avec l'autoritarisme !

En cette saison de Noël, période de rédemption, de réconciliation et de partage, la conférence des Pasteurs Haïtiens invite tous les secteurs du pays à se ressaisir en vue de projeter une meilleure image de nous-mêmes. Les derniers évènements en relation avec la décision xénophobe de la cour constitutionnelle dominicaine ayant déchu de leur nationalité plusieurs centaines de milliers de dominicains d'origine haïtienne nous interpellent tous sur le sens de notre existence en tant que nation. En même temps, il est de notre devoir de réfléchir sur les voies et moyens permettant de réduire notre dépendance vis à vis de l'étranger qui se moque de nos malheurs.

La Conférence des Pasteurs Haitiens appelle les autorités gouvernementales, les leaders politiques, ecclésiastiques et de la société civile à suivre l'exemple de Christ, unique fils de Dieu et Dieu lui-même qui a renoncé à son trône pour se mettre au service de l'humanité entière. Il est important que les détenteurs du pouvoir politique comprennent la nécessité de se mettre au service des intérêts collectifs au lieu de se servir de leur position pour satisfaire leurs ambitions personnelles et celles de leurs proches comme nous enseignent les saintes écritures à travers le livre des Philippiens 2 : 3 et 4 : « Ne faites rien par esprit de parti ou par vaine gloire, mais que l'humanité vous fasse regarder les autres comme étant au-dessus de vous-mêmes. Que chacun de vous, au lieu de considérer ses propres intérêts, considère aussi ceux des autres .»

Que Dieu dans son amour infini daigne répandre sa bénédiction et sa grâce sur Haiti afin de lui éviter de nouveaux malheurs !

Rév. Abraham Loreston,
président
Rév. Ernst Pierre Vincent,
Secrétaire exécutif

Port-au-Prince, le 17 Décembre 2013

Pourquoi une commission sur l'arrêt raciste TC/0168/13 ?

Par Isabelle L. Papillon

En marge du Sommet de l'Alliance Bolivarienne des Amériques (ALBA) qui se tenait à Caracas les 16 et 17 décembre derniers, le président du Venezuela, Nicolas Maduro s'était entretenu avec ses homologues d'Haïti Michel Joseph Martelly et de la République Dominicaine, Danilo Medina sur la question de la violation des droits des Dominicains d'origine haïtienne. A l'issue de cette rencontre une commission a été créée dans le but de reprendre le processus de dialogue interrompu unilatéralement le mois dernier par le gouvernement dominicain. La première réunion de ladite commission aura lieu le 7 janvier 2014.

La commission aura pour mission, non seulement de réactiver le dialogue entre Haïti et République Dominicaine, mais également de proposer des pistes de solutions aux différentes crises qui affectent les relations diplomatiques, commerciales et surtout migratoires. Jusqu'à présent, en Haïti les noms des personnalités qui devront faire partir de cette commission n'ont pas encore été révélés. Mystère.

Pour le président Maduro, la formation de cette commission bilatérale facilitera les dirigeants des deux pays qui partagent l'Ile d'Haïti dans la recherche d'une solution durable aux différends qui les opposent constamment. De leur côté, les deux présidents impliqués dans la crise qui peine toujours à trouver une solution, n'ont pas pris de temps pour réagir suite à l'annonce du président Maduro. Le président de la République Dominicaine, Danilo Medina a déclaré, le mardi 17 décembre, que les problèmes qui ont surgi entre Haïti et la République dominicaine, après que la Cour constitutionnelle eut décidé de déchoir de leur nationalité dominicaine des enfants nés d'immigrants illégaux, doivent être résolus par le dialogue.« Nous ne pouvons pas nous séparer, les problèmes conjoncturels qui se posent doivent être résolus à la table des négociations où tout le monde doit consentir des sacrifices, pour pouvoir aller de l'avant », a déclaré Medina, lors du Sommet de l'Alliance bolivarienne (ALBA) et Petro caribe à Caracas.

Le sénateur du Nord-Est, Jean Baptiste Bien-Aimé, pour sa part salue également la décision des autorités haïtiennes et dominicaines de revenir à la table des négociations pour tenter de résoudre la crise diplomatique entre les deux pays. Le parlementaire note toutefois que le dossier des Dominicains dépouillés de leur nationalité à cause de leur origine haïtienne n'est pas mentionné dans la note de la présidence haïtienne ni dans celle des autorités dominicaines. Alors quel serait le rôle de cette commission ? Sans doute pour tromper le monde afin que Martelly et Danilo continuent à prendre langue sur le dos des noirs vivant en République Dominicaine.

Il semblerait qu'on essaie de déplacer ou de minimiser l'acte d'apartheid lui-même, son côté déshumanisant, pour en faire un simple exercice médiatique, une sinécure temporaire qui permette à une commission mixte d'empocher un salaire et de se la couler douce dans de luxueux hôtels, en attendant de sortir un quelconque «communiqué final» bidon, mystificateur. En réalité, la République Dominicaine a pris une action ségrégationniste contre son propre peuple. Il s'agit de citoyens vivant légalement dans leur pays et l'arrêt TC/0168/13 veut en faire des illégaux.

Par ailleurs, même la position des Etats-Unis est ambiguë. Ils ne dénoncent pas l'acte raciste de la République Dominicaine, mais ce qu'ils ramènent à une simple violation des droits des Haïtiens vivant de l'autre côté de la frontière. Face à l'impact de cette disposition sur le statut des personnes d'origine haïtienne nées en territoire dominicain après 1929, ils n'expriment que leur "profonde préoccupation". C'est ce qui ressort des propos de Marie Harf, porte-parole adjointe du Département d'Etat : « Le gouvernement dominicain doit poursuivre les étroites consultations entreprises avec les partenaires internationaux et la société civile pour identifier et résoudre, par une approche plus humaine, les problèmes préoccupant les personnes affectées ». «L'important est de poursuivre le dialogue», a poursuivi Marie Harf qui a reconnu le fait qu'une telle disposition affecte particulièrement une majorité d'individus d'origine haïtienne.

Il n'y a pas que les Etats-Unis à réagir après l'intervention du président Maduro dans ce dossier qui défraie la chronique depuis des mois. Des chefs de parti de la classe dirigeante haïtienne qui défendent toujours les intérêts des pays impérialistes partagent les mêmes préoccupations que leur patron. Ils plaident de préférence en faveur d'une commission multilatérale pour travailler sur la crise politique opposant les deux Républiques de l'Ile. Ces dirigeants de parti politique ne voient pas de bon œil la position du leader vénézuélien dans les démarches devant aboutir à la résolution de la crise.

C'est dans cette optique que l'organisation « N'ap Sove Ayiti (NAPSA) », formée de jeunes professionnels haïtiens salue, malheureusement, la décision des présidents Michel Martelly et Danilo Medina de reprendre le dialogue pour aborder les différents problèmes affectant les deux pays. Toutefois, ils ont bien pris soin de souligner que « Nous invitons dorénavant les autorités à un dialogue franc et profond ». S'agissant de l'essentiel, ils ont ajouté: « Pour ce qui est de l'arrêt du Tribunal Constitutionnel, le gouvernement dominicain doit manifestement prouver sa volonté de respecter et de protéger le droit inaliénable des Dominicains et Dominicaines d'ascendance haïtienne. Vu la gravité de cette décision de la Cour Constitutionnelle dominicaine et le nombre des personnes qu'elle affecte, nous demandons qu'elle soit le premier sujet à aborder au sein de la Commission. Les problèmes migratoires ne doivent pas être confondus avec ceux qui découlent de l'arrêt du Tribunal Constitutionnel. »

Obama et Martelly: lumière et ombres

Par Fanfan la Tulipe

Il est fort intéressant de lire les discours de beaucoup d'hommes et de femmes politiques, particulièrement dans des moments de grande émotion historique. Ils se laissent aller à la générosité et à la spontanéité de belles phrases qui sont vraies, qui unissent les cœurs et réunissent les âmes autour de la belle amour humaine, de la dignité de l'être et d'élans spontanés vers les plus hauts sommets d'une humanité en quête de dépassement et de devenir meilleure. Mais, ces belles envolées de lumière nous amènent aussi à découvrir des ombres pourtant éclairantes.

À ce titre, j'ai voulu mettre en parallèle l'hommage du président Obama à l'immense Nelson Mandela et le discours du président Martelly, à Vertières, à l'occasion de la commémoration de cette fulgurante geste, accoucheuse d'une grande nation sortie des chaînes de l'esclavage pour se hisser, par son seul courage, par sa seule détermination, aux plus hauts sommets de la liberté et de la dignité humaine.

Il ne fait aucun doute que le président états-unien a rendu un hommage émouvant, par moments bouleversant, à ce géant historique chevauchant deux siècles auxquels il a imprimé la marque lumineuse d'un combat exceptionnel contre un ordre social et politique déshumanisant, et inique, combat couronné par une éclatante victoire sur des forces désespérément obscurantistes, liguées contre une idée, contre une dynamique de liberté, contre un seul homme.

De Madiba, Obama a dit :«*Il a créé un mouvement de résistance et donné une voix à ceux qui étaient opprimés*». Ce n'est pas rien que de donner une voix à quelques 40 millions de Noirs opprimés, écrasés et humiliés par l'apartheid. «*Le diapason de sa vie et ses réussites sont immenses et l'on se souviendra de lui comme d'une icône*», a poursuivi Obama. Une rare icône qui à partir d'une longue et douloureuse épreuve carcérale s'est gagné l'admiration universelle jusqu'à changer dramatiquement le déséquilibre d'une épreuve de force qui au départ était décidément en sa défaveur.

«*Madiba au contraire aurait insisté pour que l'on partage ses peurs, ses doutes, ses erreurs au même titre que ses victoires*», a témoigné Obama, reconnaissant par là-même la belle nature de l'icône qui a su s'élever au-dessus de petitesses humaines pour ne pas se laisser aller à l'autosatisfaction et aux vaines glorioles. «*Il [Mandela] nous a laissé un héritage qui ne s'inscrit pas seulement dans les livres d'histoires mais aussi dans nos vies*», continue de témoigner Obama, faisant ainsi de celui qui ne se considérait «pas un saint», un modèle achevé, une sorte de référence humaine universelle que doivent envier nombre de dirigeants.



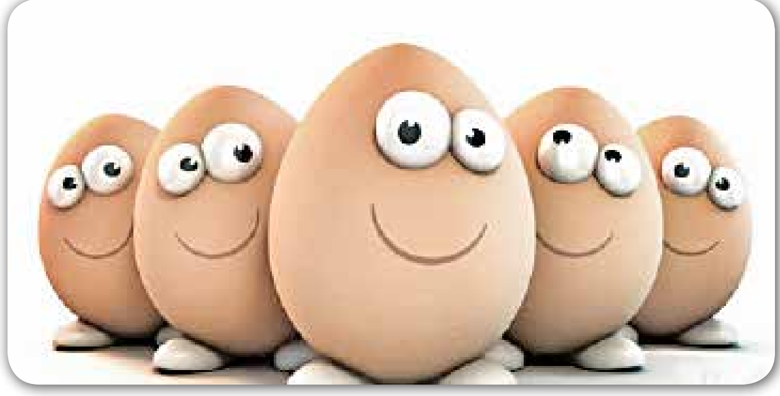
Au cours de son seul premier mandat, Obama aura fait usage des drones tueurs six fois plus que son prédécesseur Buah au cours de huit années de présidence.

Mandela, a poursuivi Obama «*a su comprendre ce qui unissait les hommes. Il y a un nom à cela: Ubuntu. C'est un nom qui résume ce que l'on a de meilleur. C'est la reconnaissance de liens qui unissent les hommes, qui créent une intégrité humaine… une notion qu'il a su mettre en pratique en invitant à sa table ses geôliers… C'est Madiba et cette notion qui ont permis de libérer les opprimés et les oppresseurs*». À ce niveau de juste interprétation de la haute dimension humaine et politique de Madiba, Obama avait exprimé le meilleur de sa pensée, la partie la plus sublime de son hommage à un immortel.

Au détour de ces phrases lumineuses on peut aussi découvrir ces moments d'ombre qui montrent la face cachée de la lune d'Obama. «*Nous aussi devons agir au nom de la justice, pour la paix*», professe le président. On le veut bien. Mais, la déstabilisation bien orchestrée de la Libye qui a conduit au massacre de plusieurs milliers de nationaux et à l'assassinat de leur dirigeant, fût-il même un dictateur, a-t-elle été faite au nom de la justice ou plutôt pour satisfaire les appétits féroces des multinationales occidentales ? Elle n'a pas non plus favorisé la paix, car les bombardements aveugles des forces de l'OTAN intelligemment conduites en sous-main par l'administration états-unienne n'ont laissé que carnage, désolation, dislocation du pays et violences journalières incontrôlables. Et tout le monde sait le rôle ténébreux joué, en arrière plan, par Washington, par Obama, dans cette catastrophique débâcle libyenne.

Plus loin, Obama profite de l'occasion pour lancer des flèches : «*Beaucoup prétendent être solidaires de sa lutte [de Mandela] mais ne tolèrent pourtant pas le changement*». On n'a pas besoin d'être particulièrement brillant pour se rendre compte que ce coup bas, inapproprié pour la circonstance, s'adresse à Raúl Castro, au leadership de la révolution cubaine. Pourtant, le mot changement ne devrait jamais sortir de la bouche d'Obama qui a fait sa première campagne sur ce thème du changement. Or, l'expérience des deux mandats n'est pas à la hauteur de la promesse électorale.

Entre autres choses, il est de notoriété publique que l'usage de drones armés dans des attaques ciblées n'a cessé de croître avec l'arrivée au pouvoir d'Obama: une quarantaine de frappes de drones tueurs sous Bush, 265 sous Obama qui, au cours de son seul premier mandat, en aurait fait donc environ six fois plus usage que son prédécesseur au cours de huit années de présidence. Il y a eu davantage d'exécutions extrajudiciaires sous Obama que sous Bush. La situation à la prison-enfer de Guantánamo a empiré sous Obama. Alors, *dekilakyèl* de changement ? De *quelle laquelle* de changement ?



Les «5 E» (5 œufs) de Martelly : vides, puis pourris.

En grand *feinteur* qu'il est, Obama se demande «*comment promouvoir la liberté, la justice, les droits humains, comment faire cesser les guerres, les conflits ?*». À ces questions taraudantes pour l'esprit de n'importe quel être passionné de la condition humaine, Obama répond avec une rare assurance : «*Il n'y a pas de réponses à ces questions*». Comment promouvoir les droits humains en Haïti, direz-vous ? Martelly sera bien aise de répondre qu'*il n'y a pas de réponses à ces questions*. Et alors, vive le dépeçage de la Libye ! Vivent les arrestations illégales de députés en exercice de leurs fonctions et d'avocats qui ont le courage de dénoncer la corruption rampante, massive au sein de la famille présidentielle !

Nous sommes heureux d'entendre Obama proclamer devant 80.000 personnes, au stadium de football à Soweto: « *Madiba m'a rendu meilleur, il fait ressortir ce qu'il y a de meilleur en nous*». Meilleur ? Parlons-en M. Obama. Meilleur quand des responsables du contre-terrorisme épluchent des biographies avant de vous proposer une liste de noms dont vous approuvez froidement, personnellement, la mort, même si ce sont des Étatsuniens. Meilleur, quand vous refusez de prendre une grâce présidentielle en faveur des cinq Cubains que vous savez pertinemment avoir été injustement, cruellement et cyniquement condamnés, par une justice à œillères anticastristes, à des peines carcérales infâmes, parce qu'ils avaient commis le crime d'avoir rapporté au FBI les noms de terroristes cubano-américains appartenant à la famille de ces mêmes terroristes qui sont devenus pour vous et votre prédécesseur une obsession pathologique.



Martelly réfléchissant à la vanité et à la vacuité de ses «5 E».

Obama a bien recommandé : « *Cherchons à avoir la même largesse d'esprit que lui*». *Ou tande bèf chèche kòn*. Oui, encore faut-il que ce ne soit pas de vains mots. Essayez donc de comprendre la révolution cubaine, M. Obama, car toute proportion gardée, elle a beaucoup plus accompli sur le plan humain que votre système capitaliste. Essayez d'avoir cette *largesse d'esprit* qui vous permette de comprendre que la révolution socialiste bolivarienne convient au peuple vénézuélien qui, justement, lors de ces toutes dernières élections municipales, s'est montré largement en faveur du chavisme, avec le «Grand pôle patriotique » réunissant les forces révolutionnaires qui ont raflé 250 mairies sur les 330 en jeu. Oui, président Obama, ces ombres à vos rayons de lumière nous dérangent et nous indisposent.

Obama a sûrement fait école, particulièrement en Haïti, où l'élève Martelly a dépassé le maître. Les propos élogieux de ce dernier,

Suite à la page (14)

Nwèl gaz lakrimojèn

Giyon eleksyon 2010
Akouche yon jilpis
Sou pòpyè lanjelis
Malfini grif rasis
Malfini bèk tonnvis
Ateri jis Lòspalis
Vin marinen vye sosis
Ak vye bèf tèt bobis
Pou demen n pi tris
Sot depi tèt Karis
Bout nan lizyè Disis

Kasayòl Janrabèl
Mabouya Jakmèl
Di jenn demwazèl
Si l kwaze nan riyèl
Ak bab Tonton Nwèl
Di l Fon Jannwèl
Nan tout fèy siwèl
Se menm gou ak fyèl

Chifonnen kou makrèl
Anba kout gaz mòtèl
Vye bèf bay Makorèl

Kasayòl tonbe babye
Tonton Nwèl souple
Tonton Nwèl koute
Si w gen pou w pase
Pa bliye mete jile
Pou w rive kabre
Grenn bal k ap tire
Mache ak kachne
Pou w pa trepase
Anba gaz ki voye
Nan tout fakilte
Syanzimèn Inage

Ton Nwèl pa konnen
Razwa gaz fann men
Yon etidyan jèmen

Simo mazenflen
Simo nanm ansasen
Souflantchou reken
Tchoul bèf sendenden
Voye yon maten
Pou ka rive frennen
Kasayòl ri Senmaten
K ap mache karyonnen
Nan lizyè lèmaten
Aba tchoul meriken
Aba bèf sendenden
Aba vye bèf tenten

Kasayòl wondonmon
Lòt bèt lopozisyon
Annipye, vonvon
Vennkatrè, papiyon
Move kou papa lyon
Leve kanpe di non
Bèf nanm vakabon
Bèf chat mawon
Bèf mowe lawon
Vye bèf kòn zonzon
Pap ba yo chabon
Ak ma labou kochon
Pou bon jan bonbon
Ni pou bon bouyon
Bon bouyon Bomon

Kasayòl Fòsenklè
Di Nwèl fò l klè
Si w vini alè
Se swa w anlè
Oubyen w Bèlè
Desalin pou Bèlè
Petyon pou anlè
Vle di Mòn Kalvè

Suite à la page (18)

Papa Nwèl !



Papa Nwèl! Papa Nwèl!
Si w pa t rete anlè
Nan gwo chato mistè
Tankou timoun san jwèt
Nou ta plenyen ba w

Si sak ou pa t chaje
Ak kado pou moun rich
Nou ta di w Papa Nwèl
Pote pou nou souple
Yon gwo djakout kouraj

Si w pat pase selman
Nan katye gwo boujwa
Nou ta di w fè yon gade
Kote mizè rete
Pou pote yon ti lespwa

Si nan tout vwayaj ou
Ou pa t pran wout bodmè
Nou ta di w Papa Nwèl
Pase kòt malere
Di yo : sanble…sanble…

Si w te ka bann sekrè
Pou nou fè Nwèl pa nou
Pou nou rive fete
Tankou zòt ap fete
Nou ta di w Papa Nwèl
Bwote…Bwote…Bwote
Bwote kouraj pou nou.

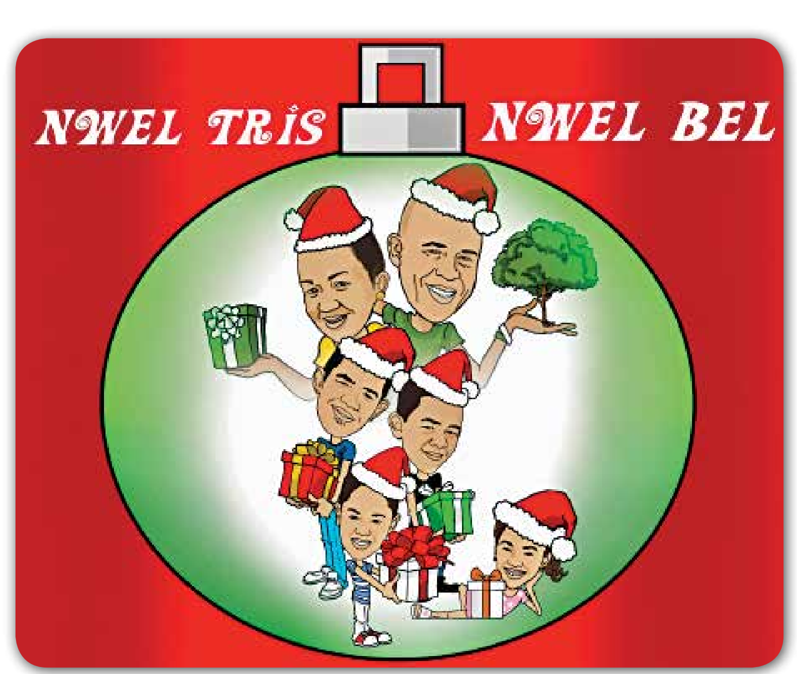
Tony Leroy

Nwèl deyò

Non
Mwen
pa kapap
swete larezonnen
Pou tout vye frè mwen yo.
Bri tren fin kouwi vwa m
Bòs, Fòmann, fatig, fredi, lanèj
Touye tout bon manje ak bon lizaj
olye pou m ta chante, se
touse mwen touse
M ap gade nan longvi peyi
m ki lwen, lwen, byen lwen
kote tout krèch kraze, kote
nwèl pa janm kapab fete
Se la gwo papa Nwèl al chaje,
rechaje dyakout san fon
Yo di gwo Nwèl pou gwo peyi,
ti Nwèl pou ti peyi
Men lamizè ban nou 3 gwo
kado byen lou
Kouraj Volonte Lespwa
ak yo, yon jou kanmenm
N a fete Nwèl pa nou!

Tony Leroy

Nwèl sou pentad Mateli





Nwèl demil trèz, nwèl lajounen jodi
Sa fè n twa nwèl sou rejim yon bandi
Yon pentad woz ki rele Mateli
Yon divalyeris, yon mal absoli

Twa nwèl, pèp ayisyen toujou nan di
Pou zòt menm, lakay se yon paradi
Si m manti, mande Sofya Sen Remi
Madan Mateli, yon gwo chat mimi

Twa nwèl, sa k ap jwi, se kèk gwo fanmi
Pitit Petyon ak yon gwoup ti zanmi
Grangou woz menm nan dengonn pi piti
Pitit Desalin k ap pase mati

Twa nwèl, kote y ap touye n ak manti
Chèf nan palè ak chèf nan primati
Vire tounen se ti manman cheri
Ede pèp, ki pèp konmè Wozmari ?

Twa nwèl, nèg sou pouvwa ap anrichi
Pwogram sosyal, lajan sal y ap blanchi
Se ak kòb nan kès leta y ap fini
Nan bay plat diri, poul, makaroni

Twa nwèl, depi n pran anba de bouki
Bouki Loran Gagòt, bouki Miki
De pitit Petyon, de machann peyi
Pou lajan, menm Ayiti yo trayi

Twa nwèl, kote anpil moun san lavni
Jèn, granmoun, sou pye y ap depafini
Chomaj, mizè, lakòz y ap deperi
Nan bidonvil, anba tant, y ap peri

Twa nwèl, depi kèk lòt ap byen nouri
Konbyen lòt, anba grangou k ap mouri
Sa k pa ka bay yon gode pitimi
Pou kuit nan kay la kòm pèdefami

Twa nwèl, pou pèp manje se nan redi
Yon plat diri blan, sòspwa ak poul di
Gen sa k pa jwenn menm yon bòl fòkseli
Lakay, li lè pou mizè aboli

Twa nwèl, kote w ap tifle salami
Janbon, sosison ki sot Miyami
Pou fèt la, tab lakay ou byen gani
Anpil manje, wiski, ronm, matini

Twa nwèl, pèp la kontinye ap jemi
Tanmen Wanament rive Jeremi
Toupatou sa n wè, se move lavi
Pandanstan zòt menm ap mennen bèl vi

Twa nwèl, chèf peyi n se yon pèvèti
Moun konsa pap chanje ni konvèti
Michèl Mateli, se yon ka pèdi
Yon bandi legal, li pa gen kredi

Twa nwèl, kote ayisyen ap sibi
Kidnapin, kolera, prizon, abi
Kit se sòlda pèpè nasyonzini
Kit se Tèt Kale, fòk yo tout pini

Twa nwèl, tonton nwèl pa vin Ayiti
Jodiya n ap viv nan yon diktati
Apre tout batay pou demokrasi
Makout reparèt sou moun sèjousi

Twa nwèl ak yon prezidan kòwonpi
Li lè, li tan pou Miki degèpi
Kadav li deja kòmanse pouri
Se sa k fè lakay pèp la pran lari

Twa nwèl depi tonton nwèl pa vini
Menm si n pye atè, grangou, toutouni
Kado n vle : kòd pou n mare Mateli
Fanmi l, zanmi l, ak tout akolit li

Dèyè pentad woz, an n bat chalbari
Tou louvri n a fè Mateli kouri
Jou sa a, n a fete nwèl ak vant ranpli
Menm jan ak Apèd, Akra, Nikoli

Gason kanson, kenbe rèd pa moli
Fanm vanyan, ak nou lit la pap febli
Menm si se nwèl, pa dwe gen akalmi
Mobilizasyon jouktan mayi mi

Rév. Père Renaud François
Montréal, Canada

Pour ne pas oublier !

Par Isabelle L. Papillon

A quelques jours de la célébration ou commémoration du 210 ème anniversaire de l'indépendance d'Haïti, une action que les pays capitalistes ci-devant esclavagistes ne nous ont jamais pardonné, un acte que tout haïtien qui a du sang Dessalinien dans ses veines, devrait célébrer et commémorer quotidiennement pour rappeler les exploits et prouesses de nos ancêtres qui nous ont légué non seulement ce coin de terre, mais une souveraineté, une dignité en tant que nation libre, une fierté pour avoir été le premier pays nègre libre et indépendant ; pour ne jamais oublier les traîtres à la Nation, pour ne jamais oublier les Apaid, les Baker, les Martelly ou autres Conzé à l'instar des « zentellectuels » du Collectif Non, nous publions cette semaine cette déclaration qu'ils avaient faite pour saboter, boycotter les festivités de la commémoration du Bicentenaire de l'indépendance d'Haïti en 2004.

Des intellectuels et artistes haïtiens se démarquent des célébrations officielles du bicentenaire d'Haiti

"Face à cette dérive totalitaire, nous, artistes, écrivains(nes), intellectuels-elles, éducateurs-trices : déclarons refuser de nous associer à des célébrations officielles à travers lesquelles le gouvernement ne vise qu'à rechercher une impossible légitimité. Ne pas nous associer au gouvernement, ce n'est pas nous opposer à l'unité haïtienne, c'est au contraire la défendre."

Déclaration de principe sur le Bicentenaire

Pétition rendue publique le 30 septembre par des intellectuels-elles, artistes et éducateurs -trices haitiens-ennes autour de la célébration des 200 ans d'indépendance d'Haiti.

L'année 2004 est proche et ramène le 200ème anniversaire de l'indépendance de la République d'Haïti. Nous, artistes, écrivains(nes), intellectuels-elles, éducateurs-trices, signataires de la présente déclaration, conscients de la portée de cet événement tant sur le plan national que sur le plan universel, tenons à exprimer notre vision et notre position par rapport aux manifestations qui auront lieu en la circonstance.

L'indépendance d'Haïti réalisée en 1804 est le résultat d'un ensemble de luttes entreprises à Saint-Domingue contre l'esclavage. Cet événement a entraîné toute la chaîne des abolitions au cours du XIXe siècle dans la région Caraïbe et latino- américaine et représente une date de première importance dans l'histoire universelle en tant que moment d'application concrète des principes d'égalité et de liberté.

Nos inquiétudes sont grandes devant l'orientation que le gouvernement haïtien actuel est en train de donner à la célébration officielle du Bicentenaire de notre indépendance. En effet, ce gouvernement travaille aujourd'hui à canaliser toute l'attention de la communauté internationale et des personnalités étrangères intéressées par le Bicentenaire vers une campagne de propagande aux fins de légitimation d'un pouvoir usurpé et reconnu aujourd'hui comme despotique et totalitaire, négateur des principes et des valeurs à la base de la révolution haïtienne.

A trois mois de la célébration du Bicentenaire de la République d'Haïti :

1) Les démarches de réparation et de restitution ne constituent aujourd'hui qu'une tentative désespérée du pouvoir pour faire diversion par rapport à ses propres responsabilités et trouver un bouc émissaire en couverture à son échec. Nous reconnaissons la nécessité d'une réflexion, d'un dialogue voire d'une action à venir à la mesure de la complexité de ces notions. De telles démarches ne peuvent être envisagées qu'entre partenaires responsables partageant les valeurs fondatrices de liberté, d'égalité et de respect de la personne humaine. La dérive totalitaire, l'incompétence et la corruption qui caractérisent l'actuel gouvernement le disqualifient en ce qui a trait à la conduite de cette procédure.

2) Les conditions d'existence révoltantes de huit millions d'haïtiens et d'haïtiennes ne font que se détériorer, face à l'incapacité et l'inaction d'un gouvernement qui dilapide, gaspille les fonds publics et détruit la structure administrative. De plus, ce gouvernement installe à dessein la société haïtienne dans l'insécurité aux seules fins de se perpétuer au pouvoir : les vols, les viols, les disparitions, les harcèlements et les assassinats sont en effet le lot quotidien de la population.

3) Tandis qu'une vingtaine de journalistes ont été contraints à l'exil, l'assassinat de deux d'entre eux

Suite à la page (18)

La bouche cousue des "immortels" du Collectif NON



Le kanzo gnbiste Martelly honore le kanzo intellectuel Frankétienne.

Par Pierre Kiroule

Contrairement à ce petit Pierre (de l'adage) qui roule et n'amasse pas mousse, moi, j'en amasse pas mal, parce que je roule lentement au rythme de ma mémoire qui se souvient. C'était en 2003, en septembre 2003 plus précisément, un groupe baptisé Collectif NON avait refusé de s'associer aux célébrations officielles du bicentenaire de notre glorieuse indépendance, au motif de «cette dérive totalitaire» du gouvernement Lavalas. On ne sait combien parmi les signataires ont pu bénéficier des largesses du Quai d'Orsay ou de la CIA, cette soeur jumelle de la Maison Blanche. Toujours est-il que le ton fut donné pour un vagabondage politique dont l'Histoire se souviendra.

Nous ne savons si le gouvernement Martelly se propose de commémorer cet illustre anniversaire par une *vagabonderie* politico-médiatique comme ce fut le cas à Vertières, le 18 novembre dernier. S'il s'apprête à le faire, nous souhaitons vivement que les «collectivistes» du NON qui se sont immortalisés en 2003 s'immortalisent à nouveau, et «se démarquent» de cette commémoration, à moins que selon eux, les dérives de Martelly soient mineures, ou peut-être qu'elles n'existent que dans la tête de quelques hurluberlus.

Si les «immortels» comptent s'associer au gouvernement, ce sera sans doute parce qu'ils veulent «défendre l'unité haïtienne», l'unité rose à l'ombre de *tèt kale*, et non s'y «opposer». Si au contraire, ils ne comptent pas le faire, qu'ils prennent les devants et disent pourquoi. Le silence sépulcral dans lequel ils se sont tenus depuis l'élection du musicien grivois et le fait qu'ils se soient abstenus de refuser de s'associer aux actes anti-démocratiques du gouvernement Martelly-Lamothe inquiètent.

Se sont-ils passés la camisole en solidarité avec un passé GNBiste commun avec l'homme «au petit cul rose» (merci Fanfan la Tulipe) ? Ont-ils encore honte du co-signataire Frankétienne, ce *kanzo* de l'intellectualité haïtienne qui a accepté, dans l'indignité, d'être élevé au grade de « Grand officier » par le chef de l'État, lui-même un *kanzo* des stupéfiants ? Sont-ils encore outragés du fait qu'un magicien des mots comme Georges Castera, pouvant «parler de l›intestinale splendeur des arbres» (dixit Martelly) ait accepté, indignement, d'être élevé au grade de «Commandeur» par un autre vil petit commandeur trop heureux de faire claquer le fouet du néo-colon impérialiste ?

Y a-t-il eu parmi les «collectivistes» des artistes ou écrivains frustrés, lésés, déçus, de n'avoir pas été faits même «Petit Officier» ou «Garde mantègue» de la présidence ? Espérant que leur tour viendra d'être *garde-mantègué*, ils se gardent d'offenser le chef. Ils se taisent. Peut-être

Suite à la page (19)

Dany Laferrière deux fois « Immortel »



Dany Laferrière

Par Mona Péralte

L'Académie française a été fondée en 1635 par le cardinal Richelieu. Son rôle est de normaliser et de perfectionner la langue française et d'en composer le dictionnaire. La neuvième est en cours d'élaboration.

Cette institution prestigieuse dans le monde littéraire vient d'élire «Immortel», sous sa Coupole, le jeudi 12 décembre 2013 dernier, l'écrivain canadien d'origine haïtienne, Dany Laferrière, né Windsor Klébert Laferrière, au premier tour du scrutin avec 13 voix sur 23.

Cette nouvelle a fait le tour du monde et les Haïtiens se sentent honorés par cet accomplissement du romancier qui va occuper le fauteuil de l'auteur d'origine argentine Hector Bianciotti, décédé en juin 2012. Laferrière, très ému dans ses premières déclarations, a fait savoir que «Ce siège c'est celui d'Alexandre Dumas fils. Il vient de Jérémie dans le sud d'Haïti. Donc je trouvais que c'était intéressant du point de vue symbolique d'occuper ce siège. Je ne veux rien chambouler. Je viens tout simplement dans une maison où on me reçoit avec beaucoup de générosité».

Il continue «Le dernier occupant de ce siège (Bianciotti) est un écrivain que j'aime beaucoup (...). C'est intéressant de voir que j'occupe (aussi) l'ancien siège de Montesquieu (...). On n'est pas là pour bousculer le temps. Je ne veux pas dire que l'expression immortelle ne veut pas dire qu'on ne va pas mourir. Ça veut dire tout simplement l'immortalité de la langue française (...). J'espère y apporter aussi quelques mots de notre langue savoureuse d'Haïti et du Québec.»

Mais Dany Laferriere a déjà été « immortel », une première fois, du fait qu'en 2003, il a participé à la prise de position du Collectif NON avec un bon nombre d'écrivains et d'artistes qui avaient signé une pétition pour se désolidariser de la célébration des 200 ans d'indépendance d'Haiti. Un acte « insolite » inoubliable qui passera également dans les annales de l'histoire

TOUSSAINT LOUVERTURE DEVANT L'HISTOIRE (RÉPLIQUE À PHILIPPE GIRARD)

Par Louis Carl Saint Jean

Le théologien et philosophe français Pierre Teilhard de Chardin a, semble-t-il, raison de nous apprendre que: « La moindre chose qui se forme au monde est toujours le produit d'une formidable coïncidence.» En effet, mardi soir dernier, mon ami Georges Bossous, Jr, directeur exécutif et fondateur de « Word & Action » (organisation à but non lucratif qui lutte contre les abus sexuels à l'endroit des enfants haïtiens) et moi avions passé quelques bonnes minutes à converser autour de la période pré-indépendance de notre histoire nationale, en particulier autour de nos deux plus grands héros, les généraux Toussaint Louverture et Jean-Jacques Dessalines. Et voilà que avant-hier, « formidable coïncidence », j'ai reçu de mon ami, « Découvertes récentes sur la vie de Toussaint Louverture », un article que l'historien d'origine guadeloupéenne Philippe Girard a signé à travers les colonnes du quotidien port-au-princien Le Nouvelliste, dans son édition du mardi 29 octobre 2013. Ne voyant pas trop clair sur certains points avancés par M. Girard et n'étant pas trop sûr sur d'autres, je voudrais, sans être un « panégyrique à sens unique », sans aucune prétention ni aucune présomption, et avec tout le respect que je dois à cet historien chevronné, simplement examiner certains faits qu'il a invoqués. J'espère que, au nom de la vérité historique, là où ma plume aura failli, celle d'autres historiens, évidemment plus habile que la mienne, pourrait mieux éclairer notre lanterne, surtout que « du choc des idées, jaillit la lumière ».

D'entrée de jeu, je dois avouer que, pour avoir lu deux de ses ouvrages, je connais plus ou moins l'historien Philippe Girard, comme je connais la majorité des historiens qui se penchent sur notre pays, sur la vie de nos héros, en particulier sur celle de Toussaint et de Dessalines. Loin de nous l'idée de jeter l'opprobre sur son travail, surtout que notre formation d'économiste ne fait pas de nous un historien. Donc, parce que je ne suis ni un spécialiste de l'histoire d'Haïti ni un « toussaintologue », j'utiliserai les livres que j'ai lus sur le sujet et les leçons que j'ai apprises de mes anciens maîtres, en particulier l'historien Gérard Mentor Laurent, Dr René Piquion et Dr Roger Gaillard, pour dire calmement les points qui me mettent un peu mal à l'aise dans la lecture de l'article de M. Girard.

L'historien parle de la vie de Toussaint Louverture…

[…] telle qu'on la conte souvent : fils du prince des Alladas dans le Bénin actuel, il naquit esclave sur la plantation Bréda près du Cap vers 1743. Bon père de famille, il épousa Suzanne, dont il eut trois fils

Un peu plus loin, il nous a…

… aussi décrit l'existence d'une première femme de Louverture, Cécile, qu'il épousa très jeune, bien avant Suzanne, et dont il eut trois enfants (Toussaint, Gabriel, Marie-Marthe). Cécile était libre, et ses enfants aussi.

Voyons tout cela calmement. Selon le célèbre historien français Jacques de Cauna: « *Les deux seuls enfants naturels et légitimes de Toussaint Louverture et de Suzanne Simon Baptiste sont Isaac et Saint-Jean Louverture* [1]. »»

Évidemment, nous n'avançons pas que Toussaint n'avait pas bien plus que trois enfants. En fait, pendant sa captivité au Fort de Joux, dans le massif du Jura, « … il confiera au général Caffarelli qu'il a perdu onze enfants dont six filles, et qu'il lui en reste trois légitimes et deux naturels… [2]». Là encore, nous devons faire preuve de prudence. D'abord, au moment où le célébrissime prisonnier faisait cette déclaration, était-il en pleine possession de toutes ses facultés intellectuelles, après avoir été l'objet de tant de brimades tant physiques que psychologiques ? Ensuite, nous savons tous que notre héros était un homme de bon cœur qui avait adopté plusieurs enfants, à qui il avait d'ailleurs donné son nom. Par exemple, un jour, alors que Toussaint se rendait à Ennery, après un bref séjour aux Gonaïves, une orpheline âgée de dix ans, le supplia: « Papa, papa, papa, emmène-moi avec toi…[3] » Sans hésiter, il accepta et emmena l'enfant chez lui. À son arrivée, il demande à sa femme de la traiter comme leur propre fille. L'histoire la connaît sous le nom de Rose Louverture. Et ces cas d'adoption d'enfants se répétaient souvent chez Toussaint.


TOUSSAINT LOUVERTURE

De son côté, de Cauna nous dit que:

…finalement affranchi en 1776. Il épousa une femme noire de l'habitation, Suzanne Simon Baptiste, qui avait déjà un enfant, Placide, d'un homme de couleur nommé Séraphin Clère. Toussaint reconnut officiellement la paternité de cet enfant à son mariage.

Au moment de son mariage, Toussaint Louverture reconnut légalement le premier enfant de sa femme, Placide (o Le Cap 28 12 1781) qui devint donc légalement enfant légitime du couple, même si l'on semble, malgré l'opinion du général Nemours, s'accorder sur le fait que Toussaint n'en était pas le père. Cet enfant était, en effet, mulâtre alors que ses parents légitimes étaient tous deux noirs (il eut deux enfants dont nous verrons la descendance plus loin [4])

Abordons à présent la question du nombre de mariages qu'avait contractés Toussaint. Certainement, en histoire, on doit avancer des faits. Cependant, parfois, l'analyse de certains points peut nous aider à accepter ou à réfuter certains autres. D'abord, n'oublions pas que l'Homme de Bréda était un catholique fervent. L'Eglise catholique a des principes solides et rigides. À l'époque (au XVIIIème siècle), cette église avait formellement interdit aux personnes divorcées-remariées de recevoir la communion. Or, dans son ouvrage « Contribution à l'Histoire de Saint Domingue » et dans ses exposés en classe de Rhéto, en 1977, M. Laurent nous avait clairement appris que: « Toussaint Louverture se rendait chaque dimanche aux offices religieux et recevait régulièrement la Communion…[5] »

Sur ce point, l'historien américain Martin Ros est même allé un peu plus loin que M. Laurent. Il nous a appris (ou rappelé) deux points importants sur la profession de foi de Toussaint. Le premier est celui-ci: « Il était catholique au point que parfois il jouait le rôle de prêtre. Il prêchait et certains lui confessaient leurs péchés. Cela avait augmenté son aura de « Père Toussaint « [6]» En second lieu, Ros nous a appris que « Toussaint célébrait des messes au cours de la saison pascale [7]». Certes, nous ne sommes pas « vaticanologue » ; cependant, en tant qu'ancien catholique, ancien enfant-de-chœur, nous demeurons persuadés que l'Eglise catholique n'aurait jamais permis à un divorcé-remarié (surtout vers la fin du XVIIIème siècle !) de remplir en son sein un rôle si important, quelle que soit la valeur des offrandes qu'il aurait mises dans les caisses du Vatican ! Quant au mariage de Toussaint Louverture, lisons ce que nous dit Francis S. Moseley (notre traduction)

Bien que, à Saint Domingue, les Noirs se souciaient rarement (ou on ne les avait pas encouragé) de contracter formellement des mariages, préférant, à cause des dépenses, entrer dans des alliances passées d'un commun accord, Toussaint, alors encore esclave, insista pour prendre Suzanne Simon pour épouse dans une cérémonie religieuse dûment célébrée à l'église. Plus tard, il écrit: « Le dimanches et les fêtes, nous allions à la messe - Suzanne et moi… Après un agréable repas, nous passions le reste du jour en famille, et nous le terminions par la prière que nous faisions en commun [8]. » (Traduction prise de « Toussaint Louverture » de Pluchon)

Sur cette même question, en 1980, alors jeune étudiant à l'INAGHEI, mon ami d'enfance Gary Maignan et moi, avions abordé le Dr Roger Gaillard, à l'Institut Français d'Haïti, sur un prétendu premier mariage de Toussaint, avant celui qu'il avait eu avec Suzanne Baptiste. Sur le ton incisif et mordant qu'on lui connaît, l'historien jacmélien nous avait alors répondu: « Pure connerie ! » Quelques jours plus tard, je me suis rendu au Nouveau Collège Bird, l'institution où j'ai fait toutes mes études secondaires, pour en parler à mon ancien professeur Gérard Mentor Laurent, l'un de nos meilleurs historiens, spécialiste de Toussaint et de Dessalines. M. Laurent m'avait alors avoué, dans son calme olympien, qu'il avait des doutes au sujet de ce premier mariage du génie de Bréda. Loin de nous, toutefois, l'idée de faire passer Toussaint Louverture pour un saint. Peut-être qu'il avait bien des maîtresses, comme ont toujours voulu le faire croire certaines langues de vipère, tant nationales qu'étrangères, qui adorent baver tant sur la nation haïtienne que sur tous nos véritables héros, en particulier sur Toussaint Louverture et (surtout) sur Jean-Jacques Dessalines. Mais si jamais Toussaint avait été ce « roi adultère », que des preuves solides et irréfutables soient offertes à ce sujet.

En ce qui a trait à ce Jean-Jacques Dessalines, esclave du gendre de Toussaint Louverture, franchement, je ne suis pas trop sûr qu'il s'agissait du père de notre indépendance. L'historien Philippe Girard sait mieux que moi que notre merveilleux empereur, avant d'être connu sous le nom de Jean-Jacques Dessalines, s'appelait Jacques Duclos ou Jean-Jacques Duclos. On a eu d'autres Jacques Duclos, d'autres Jean-Jacques Duclos et d'autres Jean-Jacques Dessalines qui n'avaient rien à voir, ni de près ni de loin, avec l'immortel Jacques Ier.

En vue de mieux comprendre cet aspect, qu'il me soit permis de prendre un exemple, tiré de mon imagination, selon que cela se passait effectivement du temps des colonies, selon les descriptions de nos anciens historiens. Choisissons l'exemple que M. Laurent nous avait donné, en 1979, en Classes Terminales. Je suis sûr que mes anciens condisciples (les Ronald Jean-Baptiste, Wickny Salomon, Sandra Douyon, Gina Chauvel, Marlène Bastien, etc.) vont encore se souvenir de cet exposé. Considérons deux ateliers et deux esclaves. Le premier se trouve au Limbé et le second à Petit-Goâve. Le propriétaire français du premier s'appelait André Bossous et celui du second Jean Aurélien. (Je choisis deux noms au hasard) Dans l'atelier situé au Limbé, on pouvait trouver deux esclaves prénommés Georges. Donc, chacun d'eux serait connu sous le nom complet de Georges Bossous. À dire vrai, on évitait que deux esclaves eussent le même prénom. Mais cela arrivait parfois.

Supposez que le propriétaire de l'atelier du Limbé, AndreBossous, décide à vendre un Georges Bossous à son compatriote Jean Aurélien, vivant à Petit-Goâve. S'il passe sa vie au service de son maître Bossous, l'esclave Georges Bossous va porter ce nom jusqu'à sa mort. Mais l'autre Georges Bossous qui a été vendu à Jean Aurélien, à Petit-Goâve, ne sera plus Georges Bossous. Il deviendra automatiquement Georges Aurélien. D'ailleurs, son nouveau maître peut vouloir changer le prénom de son nouvel esclave en… Claude, par exemple. Ipso facto, ce dernier (qui, au Limbé, s'appelait Georges Bossous) deviendra, à Petit-Goâve, Claude Aurélien. Si ce dernier est vendu à Lascahobas à Gérard Florestal, il deviendra Claude Florestal, ou Marc Florestal, selon les caprices de son nouveau maître. Donc, on doit être très prudent en ce qui a trait au nom du père de notre indépendence. Dans la colonie, « plus d'un âne s'appelait Martin ». M. Girard affirme que :

Le rôle joué par Louverture lors de la révolte de 1791 reste toujours un grand mystère. Resta-t-il prudemment dans l'ombre de ce soulèvement en attendant de voir ce qui allait advenir ? En fut-il l'instigateur principal ? Ou fut-il en fait un agent des royalistes cherchant à mettre la pression sur les milieux républicains ? Nous ne savons encore rien de définitif, car les sources sont contradictoires.

Donnons de préférence la parole à trois éminents historiens haïtiens (Louis E. Elie, Hannibal Price et Gérard Mentor Laurent) qui sauront mieux nous éclairer. Selon Louis E. Elie:

C'est une erreur de croire que Boukman, Bisassou et Jeannot étaient les véritables dirigeants des cent mille esclaves révoltés dans le Nord. […] Pour canaliser un mouvement révolutionnaire aussi important que celui du mois d'août 1791, il fallait une pensée et une tête, comme forces d'opposition à la faction coloniale et aux mulâtres. Seul Toussaint Louverture représentait cette pensée et cette tête. Il fut le premier à comprendre que sans un accord complet des tribus africaines échouées à Saint Domingue, on ne pouvait espérer l'émancipation de la race… [9]

Hannibal Price va plus loin:

Toussaint Louverture fut le promoteur, l'organisateur de la révolte des esclaves du Nord. Il était présent à la réunion des conjurés dans la nuit du 14 août 1791. Il présida cette réunion, distribua les rôles entre les conjurés. Tout cela n'est pas contestable. Ce sont des faits irrévocablement acquis à l'histoire [10].

A suivre

Senator Moïse Jean-Charles Holds High-Level Meetings in Brazil and Argentina to Press for UN Troop Withdrawal

by Kim Ives

In May 2013, the Haitian Senate unanimously passed a resolution demanding that all 9,000 troops of the UN Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH) be withdrawn from Haiti no later than May 28, 2014.

With the clock ticking down, Sen. Moïse Jean-Charles, traveled for the second time this year to Brazil and Argentina, two nations whose officers and soldiers play a leading role in MINUSTAH. His mission was to convince leaders there to respect the Haitian Senate's resolution and withdraw their troops from the UN military occupation force which will be 10-years old on Jun. 1.


In Brazil's Senate, Sen. Eduardo Suplicy (left) translates the Haitian Senate resolution presented by Sen. Moïse Jean-Charles (2nd from left). Listening are Sen. Wellington Dias (3rd from left) and Sen. Rodrigo Rollemberg (right).

Pedro França/Agência Senado


Sen. Moïse Jean-Charles with Argentine President Kirchner's Chief of Staff Jorge Capitanich.


Sen. Moïse Jean-Charles (center sitting) with delegates to the Brazil Workers' Party 5th Congress.

O Trabalho



Sen. Moïse at the Argentinian Chamber of Deputies. (From left to right) Deputies Juan Carlos Zabala, Margarita Stolbizer, Julio Dominguez, Sen. Moïse, Claudio Lozano, and Guillermo Carmona

In October, Sen. Moïse met with Uruguay's President Jorge Mujica, who pledged to withdraw his nation's troops, MINUSTAH's second largest contingent, within 90 days.

In Brazil, Sen. Moïse attended the Worker's Party (PT) 5th Congress, spoke to President Dilma Roussef, and was presented before the Senate.

In Argentina, he met with Foreign Ministry officials, parliamentary deputies, a plenary session and leadership bureau of that nation's largest union, and President Cristina Kirchner's Chief of Staff.

On his arrival in Brasilia on the morning of Dec. 12, Sen. Moïse was whisked to the Brazilian Senate, where he was presented by PT Senators Eduardo Suplicy and Wellington Dias, the party's Senate leader. Sen. Moïse read the Haitian Senate's resolution in French, while Sen. Suplicy translated it into Portuguese.

Later that evening during the opening session of the PT's Congress, Sen. Moïse met President Roussef and handed her a copy of the Haitian Senate resolution. "I am following this matter," she told him. "I understand the situation and will work to find a solution for this issue."

The next day, Sen. Moïse met with Mr. Ruy Falcão, who was reelected as the PT president. "President Dilma said that she does not want our government to act as a Praetorian Guard for a president who postpones elections and disrespects democracy," Mr. Falcão told him.

Also at the Congress, which went until Dec. 14, Sen. Moïse met with Mônica Valente, the PT's new Secretary of Foreign Relations, Deputy João Paulo Cunha, and dozens of PT leaders and activists.

The PT Congress heartily cheered the Haitian Senate resolution. The only reason it was not added as an amendment to the Congress's final resolution was because, in the eyes of some members, the senator had already opened a "channel for communication" with President Dilma after their meeting. Sen. Moïse was warmly applauded by all the delegates in the final plenary.

After flying to Buenos Aires on Dec. 15, the next day Sen. Moïse met at 4 p.m. with Dr. Patricia Naomi Salomone, Minister Director General of Latin American Policy, and Mr. Daniel Chuburu, Minister Director of Central America, Caribbean and Mexico, both in the Argentinian Foreign Ministry. The senator was accompanied by two members from the Solidarity Committee for the Removal of Argentine Troops from Haiti.

Sen. Moïse gave the officials a copy of the Haitian Senate resolution, to which they responded that Argentina has no intention of participating in a military occupation and would remain only as long as requested by the Haitian people. Sen. Moïse said that the Haitian people had made clear their desire for MINUSTAH's withdrawal in the massive marches of Nov. 18 in Port-au-Prince and throughout the country.

Dr. Salomone asked what was the reaction of Haitian President Michel Martelly. "He has had no reaction," replied Moïse, recalling that Martelly had made MINUSTAH's withdrawal one of his presidential campaign promises, but two weeks after gaining the presidency with the help of the U.S. Embassy, he switched to calling for MINUSTAH's reinforcement.

The meeting ended cordially with Dr. Salomone saying that Argentina shared the Haitian Senate's desire for a progressive troop withdrawal, but just had some differences on the calendar.

After leaving the Foreign Ministry, Sen. Moïse spoke to a plenary session of the Argentine Workers Confederation (CTA), explaining the history and reasons behind UN military occupation. The plenary supported the call for MINUSTAH's withdrawal. Later during his visit, Sen. Moïse also met with the CTA's National Board, including Deputy Secretary General Ricardo Peidro; Secretary of Institutional Relations, Juan Carlos "Pipón" Giuliani; Secretary General of CTA (Capital district), Carlos Chile; Head of International Relations of the Buenos Aires Central, Fernando Cardozo; and Bruno Dobrusin, member of the Secretariat for International Relations.

The CTA board also gave Sen. Moïse a copy of a resolution from the Trade Union Confederation of Workers of the Americas (CSA) requesting the withdrawal of the MINUSTAH from Haiti.

On Dec. 17, Sen. Moïse was received at Argentina's Chamber of Deputies by Mr. Julio Dominguez, President of the House of Representatives, accompanied by deputies Guillermo Carmona (president of the Foreign Relations Commission), Claudio Lozano, Margarita Stolbizer, and Juan Carlos Zabala. Dep. Lozano explained that Sen. Moïse goal was to familiarize legislators with the negative impact of UN troops in Haiti, which were introduced into Haiti as a six month humanitarian mission, but are now approaching a decade of deployment and are accused of many crimes against the Haitian people, including massacres and sexual abuse, while trampling Haitian sovereignty.

A lively discussion, with questions and answers, was held between Sen. Moïse and all the deputies, who left the session enlightened as to the Haitian people's desire for UN troop withdrawal.

Finally, Sen. Moïse, accompanied by members of the Solidarity Committee for the Removal of Argentine Troops from Haiti, met with Jorge Capitanich, Argentine President Cristina Kirchner's Chief of Staff. As President Kirchner recuperates from an operation on a brain tumor, Mr. Capitanich has been playing a central role in managing many of her responsibilities.

As he did in almost all his other meetings, Sen. Moïse provided Mr. Capitanich with a copy of the Haitian Senate resolution. Mr. Capitanich promised to raise the matter with President Kirchner, saying that he was "no stranger to the problems" in Haiti through his work with the Valdocco Foundation and that there was a large community of Haitian students in Argentina.

"Again, I found a growing awareness of and support for the Haitian people's demand for MINUSTAH's withdrawal," Sen. Moïse told *Haïti Liberté*. "With the exemplary solidarity of friends in Brazil and Argentina, we are finally connecting to and having an impact on the decision-makers and policy-makers in these two crucial countries. Above all, it is the heroic and tireless mobilization of the Haitian people which is making this struggle to win back Haiti's sovereignty successful."

Souhaite à tous ses cli
et Bonne A

...ents Joyeux Noël 2013
...nnée 2014



Prime Time Driving School & Bus Co.
Learn to Drive • Cars • Buses
1626 Nostrand Avenue & 1 Hillel Place, Brooklyn, NY
718-859-8526
www.primetimebusco.com

Dr. Joel H. Poliard
5000 NE 2nd Ave Miami, FL 33137
305-751-1105

YC Shipping
Serving the Haitian community for 24 years
1796 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
718-826-2675
917-704-0021

Ovi's Place
Specializing in Grilled Chicken & Salads
2925 Avenue H
Brooklyn, NY 11210
(718) 421-1640

IRS PROBLEMS?
Back Taxes, Corporations
FRANTZ BOISSON, EA
Licensed by US Treasury Department
3415 Ave. I, B'klyn, NY
(718) 462-2085

Great Legacy Auto School
8402 Flatlands Avenue
Brooklyn, NY 11236
Danny & Martine Dorestil
718-676-4514
718-942-4242

VIRGILE'S
TUXEDO & BRIDAL SHOP
Rent & Sales for all Occasions
8210 N.E. 2nd Avenue
Miami, FL 33138
305-757-4822
701 N.E. 13th Street,
Fort Lauderdale,
FL 33304
954-760-4142

INTERLINK TRANSLATION SERVICES
Florence Comeau 899 Franklin Ave
Brooklyn, NY 11225
718-363-1585

Elie & Associates Tax & Multiservice
9822 NE 2nd Ave., 2nd Flr., Suite 3, Miami Shores, FL 33138
305-758-2008
786-487-9131
Cell: 305-762-2757

Chaco Shipping
Fedex • DHL • UPS • AmeriJet
Laptop/Desktop Computer Repair
NoPin • CallDirek • Digicel • Star Pinless.
Income Tax
2916 Clarendon Road
Brooklyn, NY 11226
718-282-9372

Caribbean Images Photo & Video Studio
Available for all occasions
1612 Kings Highway, Brooklyn, NY
718-525-0114
917-468-5219 cell
caribbeanimagestv.com

Ben Photo Express 54 Multiservices
Merus Benoît
166 NE 54th Street, Miami, FL 33137
786-274-6086
786-273-2430 cell
benphotob@hotmail.com

HAITIAN CENTERS COUNCIL
Dr. André K. Peck, New Executive Director
123 Linden Boulevard, 3rd Floor
Brooklyn, NY 11226
718-940-2200

Marc Tire Shop
718-434-9069
2916 Farragut Road
Brooklyn, NY 11210

Rapid Immigration & Tax Services
16709 NE 19th Ave. &
13049 W. Dixie Highway
North Miami, FL 33161
305-895-3288 off
786-306-3767 cell

LE BIZARRE
ROSIAS-JEAN-CLAUDE
"PLAY-BOY"
HAUTE COUTURE
We Offer Special Late Night Emergency Service
EXPERT TAILORING & ALTERATIONS
BRAIN www.Rosias-Rosias.com
4024B Glenwood Rd.
(Corner of Albany Ave.)
Brooklyn, New York
Bus Phone 718 434 1694
Cell 347 351 9883
Home 718 241 2858

J. ANTHONY ARCHER, ND, CNHP
424 Albany Avenue, #6E
Brooklyn, NY 11213
718-771-2719
www.naturalhealthfirst.com
Email: archer@mynsp.com

Esteve Enterprises Inc.
Income Taxes • Real Estate
8402 Flatlands Avenue
Brooklyn, NY 11236
718- 251-1889

Arthur & Associates Law Offices
Family & Criminal Law
1501 Newkirk Ave.
Brooklyn, NY
347-240-2876

DEE 'S TRANSMISSION
2470 Bedford Avenue
Brooklyn, NY 11226
718-693-3674

GRENADIER TAX SERVICES
Rapid Refund • Electronic Filing • Business Taxes
$30 off tax preparation with this ad
1583 Albany Avenue
Brooklyn, NY 11210
718.421.0162 • 917.202.3833 cell

Dixie Express Driving School & Income Tax
Ben Boucicault
5956 NE 2nd Avenue
Miami, FL 33137
305-758-6910
305-606-5842

PHARMACIE DU PEUPLE
3001 Clarendon Road
Brooklyn, NY 11226
718-941-1013

TOUTE DIVISION BOTANICA
Mambo Micheline
135 NE 54th Street
Miami, FL 33137
786.306.2960

Christ Alive Flower Shop
1222 Flatbush Ave.
Brooklyn, N.Y. 11226
Dominique & Frantz
718-940-0075

Technic Driving School
Raoul St. Flavin
1207 Rogers Avenue
Brooklyn, NY 11226
718-282-7792

Grenadier Books
Pour vos cadeaux de Noël
Livres • CDs • DVDs • T-Shirts • Parfums • CallDirek



1583 Albany Ave., B'klyn, NY
718-421-0162

FADKIDJ VARIETY STORE
TAX SERVICES
GET YOUR MONEY BACK THE WAY YOU WANT IT.
CERTIFIED TAX PREPARATION
MULTIPLE PREPARERS:
NO WAIT!
CONVENIENTLY LOCATED.
• PREPAID MASTERCARD
• REFUND CHECK
• DIRECT DEPOSIT
• MAIL
13886 West Dixie Highway, North Miami, FL 33161
305.492.3149

Cesar Accounting & Flatbush Junction Realty
2063 Nostrand Ave.
Brooklyn, NY 11210
347.533.9900

CHERY'S BROKERAGE
1786 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
718-693-8229

Discours de Alvaro García Linera « Aux Gauches d'Europe et du Monde »

Par Alvaro García Linera

Le IV Congrès du Parti de la Gauche Européenne avait réuni 30 formations de gauches européennes à Madrid entre le 13 et le 15 décembre dernier, en recherche d'un discours pour unifier des stratégies en face des politiques d'austérité et de soumission de Bruxelles à la dictée des marchés.

Voici le discours du Vice-président invité de l'État Plurinational de la Bolivie, Alvaro García Linera à la tribune du IVe Congrès du Parti de la Gauche Européenne (PGE), célébré à Madrid du 13 au 15 décembre 2013.

Bonjour à vous tous.

Permettez-moi d'adresser mes salutations à cette rencontre de la gauche européenne et, au nom de notre Président, de notre pays, de notre peuple, de remercier pour l'invitation qui nous a été faite de partager un ensemble d'opinions, d'idées à la tribune de ce si important congrès de la gauche européenne.

Permettez-moi d'être direct, franc mais aussi porteur de propositions. Comment voyons-nous l'Europe depuis l'extérieur ? Nous voyons une Europe qui se languit ; nous voyons une Europe abattue ; nous voyons une Europe repliée sur soi-même et pleine d'autosatisfaction ; nous voyons une Europe quelque peu apathique et fatiguée. Ce sont des mots très vilains et très durs. Mais c'est ainsi que nous voyons l'Europe. Loin derrière est restée l'Europe des Lumières, l'Europe des révoltes, l'Europe des révolutions. Loin derrière, très loin derrière est restée l'Europe des grands universalismes qui ont ému le monde, qui ont enrichi le monde et qui ont permis d'avancer à de nombreux pays dans de nombreuses régions du monde, d'acquérir une espérance et de se mobiliser autour de cette espérance. Loin derrière sont restés les grands défis intellectuels. Cette interprétation que faisaient et que font les postmodernistes concernant la fin des grandes épopées, au vu des derniers événements ne semble traduire que celle des grands négociants, des grands groupes et du système financier.

Ce n'est pas le peuple européen qui a perdu la vertu et l'espérance, parce que l'Europe à laquelle je fais référence, l'Europe fatiguée, épuisée, repliée sur soi, n'est pas celle des peuples. C'est celle qui est étouffée, asphyxiée et l'unique Europe que nous voyons dans le monde est celle des grandes entreprises, l'Europe néolibérale, celle des marchés et pas celle du travail. Dépourvus de grands dilemmes, d'horizons et d'espérances, on entend seulement, en paraphrasant Montesquieu, le bruit lamentable des petites ambitions et des grands appétits.

Des démocraties sans espérance et sans foi, sont des démocraties battues. Des démocraties sans espérance et sans foi, sont des démocraties fossilisées. Au sens strict du terme, ce ne sont pas des démocraties. Il ne peut y avoir de démocratie réelle, s'il ne s'agit que d'un attachement ennuyeux à des institutions fossilisées, où l'on pratique des rituels tous les trois ou quatre, cinq ans pour élire ceux qui viendront décider de notre destin d'une mauvaise manière.

Nous savons tous, et à gauche nous partageons plus ou moins tous la même opinion sur comment en sommes-nous arrivés à une telle situation ? Les chercheurs, les académiciens, les débats politiques nous proposent de nombreux axes de réflexion sur la situation désastreuse dans laquelle nous sommes et du comment nous en sommes arrivés là. Un premier élément partagé par nous tous et concernant les raisons de cette déchéance est que le





Le IV Congrès du Parti de la Gauche Européenne à Madrid entre le 13 et le 15 décembre dernier

capitalisme a acquis sans aucun doute une dimension géopolitique planétaire absolue. Le monde entier s'est globalisé. Et le monde entier est devenu une grande usine mondiale : une radio, un téléviseur, un téléphone, aucun n'a une origine de fabrication précise, c'est le monde entier qui est devenu l'origine de leur création. La puce est fabriquée au Mexique, le design se fait en Allemagne, la matière première est latinoaméricaine, les travailleurs sont des Asiatiques, l'emballage se fait aux Etats-Unis et la vente est planétaire. C'est là une des caractéristiques du capitalisme moderne. Cela ne fait aucun doute et c'est à partir de là que chacun doit envisager des actions.

Un deuxième élément caractéristique de ces vingt dernières années, c'est un retour à une accumulation primitive perpétuelle. Les textes de Karl Marx qui décrivaient la naissance du capitalisme aux XVIe-XVIIe siècles, ces textes se reproduisent aujourd'hui et sont des textes du XXIe siècle. Nous avons une accumulation primitive permanente qui reproduit des mécanismes d'esclavage, des mécanismes de subordination, de précarité, de fragmentation, mécanismes si bien décrits par Karl Marx. Mais le capitalisme moderne réactualise l'accumulation primitive, il l'élargit et rayonne sur d'autres territoires afin d'en tirer davantage de ressources et davantage d'argent. Parallèlement à cette accumulation primitive permanente, qui va définir les caractéristiques des classes sociales contemporaines autant dans vos pays que dans le monde entier, parce qu'il réorganise l'organisation du travail local et la division du travail à l'échelle planétaire, il y a aussi une sorte de néo-accumulation par expropriation. Nous avons un capitalisme prédateur qui accumule dans de nombreux cas en produisant, dans des domaines stratégiques : science, télécommunications, biotechnologies, industrie de l'automobile ; mais dans beaucoup de nos pays, il accumule par expropriation ; c'est-à-dire en occupant des espaces communs : la biodiversité, l'eau, les connaissances ancestrales, les forêts, les ressources naturelles. Il s'agit d'une accumulation par expropriation, non par production de richesse, il y a bien expropriation de richesses communes qui deviennent une richesse privée. La voilà, la logique néolibérale ! »

Si nous critiquons autant le néolibéralisme, c'est à cause de sa logique prédatrice et parasitaire. Plutôt que de générer des richesses, plutôt que de développer les forces productives, le néolibéralisme exproprie des forces productives, capitalistes ou non, collectives, locales, appartenant à des sociétés.

Mais il y a aussi une troisième caractéristique de l'économie moderne. Il n'y a pas qu'accumulation primitive permanente et accumulation par expropriation. Il y a aussi subordination, Marx dirait subsomption réelle des connaissances et de la science à l'accumulation capitalistique, ce que certains sociologues appellent « la société du savoir ». Ce sont sans aucun doute les domaines les plus puissants et les plus employés par les forces productives de la société moderne.

Enfin, la quatrième caractéristique, chaque jour plus conflictuelle et hasardeuse, c'est le processus de subsomption réelle du système intégral de la vie de la planète, c'est-à-dire des processus métaboliques qui existent entre les êtres humains et la Nature.

Ces quatre caractéristiques du capitalisme moderne redéfinissent la géopolitique du capital à l'échelle planétaire, redéfinissent la composition des classes au sein des sociétés, redéfinissent la composition des classes et des classes sociales dans le monde.

Il n'y a pas que l'externalisation aux extrémités du corps capitaliste de la classe ouvrière traditionnelle, de cette classe ouvrière que nous avons vu apparaître au XIXe et début du XXe siècle et qui maintenant se trouve déplacée dans les zones périphériques : Brésil, Mexique, Chine, Inde, Philippines. On voit aussi apparaître dans les sociétés plus développées un nouveau type de prolétariat, un nouveau type de classe laborieuse : les cols blancs. Ce sont les professeurs, les chercheurs, les analystes, qui ne se perçoivent pas comme classe laborieuse. Ils se perçoivent sûrement comme de petits entrepreneurs, mais au fonds, ils constituent une nouvelle entité sociale de la classe ouvrière de ce début du XXIe siècle. Aussi, nous avons l'apparition dans le monde de ce que l'on pourrait nommer « un prolétariat diffus ». Des sociétés et des nations non capitalistes sont soumises formellement à l'accumulation capitaliste : Amérique Latine, Afrique, Asie. Nous parlons ici de sociétés et de nations, qui ne sont pas strictement capitalistes, mais qui, prises dans leur ensemble apparaissent, comme étant subordonnées et articulées autour de formes de prolétarisation diffuse, non seulement à cause de leur qualité économique, mais à cause des caractéristiques de leur unification fragmentée ou de leur dispersion territoriale. Nous avons ainsi de fait, non seulement un nouveau mode d'expansion de l'accumulation capitaliste, mais également un réaménagement des classes et du prolétariat ainsi que des classes non prolétaires dans le monde.



Le Vice-président de l'État Plurinational de la Bolivie, Alvaro García Linera

Le monde est aujourd'hui plus conflictuel. Le monde est aujourd'hui davantage prolétarisé. Mais les formes de la prolétarisation sont différentes de celles que nous connaissions au XIXe siècle, au début du XXe siècle. Et les formes d'organisation de ces prolétaires diffus, de ces prolétaires au col blanc ne passent pas nécessairement par un syndicat. Le syndicat a perdu sa place centrale dans certains pays. Et d'autres formes d'unification populaire, d'unification des travailleurs et des ouvriers font leur apparition.

Que faire ? C'est la question que posait Lénine. Que faisons-nous ? Nous partageons les définitions de ce qui ne va pas ; nous partageons les définitions de ce qui est en train de changer dans le monde ; et malgré ces définitions nous ne sommes pas en état de répondre ou plutôt les réponses que nous avions auparavant sont insuffisantes. Sinon, la droite ne gouvernerait pas en Europe. Il a manqué et il continue de manquer quelque chose à nos réponses, à nos propositions.

Permettez-moi de formuler modestement cinq suggestions. Dans cette construction collective du « que faire ? » qu'assume la gauche européenne, celle-ci ne peut se contenter d'un diagnostic et d'une dénonciation. Ceux-ci servent pour générer l'indignation morale et il est important que cette indignation s'élargisse ; mais cela ne suffit pas à générer une volonté d'acquérir le pouvoir. La dénonciation n'est pas une volonté d'acquérir le pouvoir. Cela peut en être l'antichambre, mais ce n'est pas la volonté de pouvoir. Face à la voracité de prédateur et à la capacité destructrice qui animent le capitalisme moderne ; la gauche européenne, la gauche mondiale doivent se présenter avec des propositions, des initiatives. Il nous appartient, à la gauche européenne et aux forces de gauches partout dans le monde, de construire un nouveau « sens commun ». Car au fond, la bataille politique consiste à lutter pour un nouveau sens commun, pour un ensemble de jugements et de préjugés, pour la façon dont les gens simples : le jeune étudiant, le professionnel, la vendeuse, le travailleur, l'ouvrier, perçoivent le monde.

C'est cela le sens commun : la conception basique du monde, celle qui ordonne notre vie quotidienne, la manière de définir ce qui est juste et injuste, ce qui est souhaitable et ce qui ne l'est pas, le possible et le probable. Et la gauche mondiale, la gauche européenne doivent lutter pour un nouveau sens commun. Un nouveau sens commun qui soit progressiste, révolutionnaire, universa liste, mais qui soit obligatoirement nouveau.

Deuxièmement, il nous faut récupérer - comme le disait notre brillant premier intervenant – le concept de démocratie. La gauche a toujours revendiqué ce drapeau, c'est notre drapeau, celui de la justice, de l'égalité, de la participation. Mais pour cela nous avons à nous détacher d'une conception institutionnelle. La démocratie, c'est beaucoup plus que des institutions. C'est beaucoup plus que de voter et de choisir un Parlement. C'est beaucoup plus que de respecter les règles de l'alternance. Nous sommes prisonniers d'une conception libérale, fossilisée de la démocratie. La démocratie, ce sont des valeurs, des principes organisationnels de compréhension du monde : la tolérance, la pluralité, la liberté d'opinion, la liberté d'associations. C'est vrai, ce sont des principes, des valeurs, mais il ne s'agit pas uniquement de principes et de valeurs. Ce sont des institutions, mais pas uniquement. La démocratie est une pratique, c'est une action collective ; elle consiste en une participation croissante dans l'administration des espaces communs de la société. Il y a démocratie si nous participons au bien commun. Si nous avons pour patrimoine l'eau, alors la démocratie est de participer à la gestion de l'eau. Si nous avons pour patrimoine la langue, alors la démocratie est de défendre ce bien commun. Si nous avons pour patrimoine les forêts, la terre, le savoir, alors la démocratie, c'est de les gérer, de les administrer en commun. Il faut une participation croissante dans la gestion des forêts, de l'eau, de l'air, des ressources naturelles. Il y a démocratie, une démocratie vivante et non fossilisée si la population et la gauche aident, participent à la gestion en commun des ressources communes. Institutions, droits, richesses. Les vieux socialistes des années 70 disaient que la démocratie devrait frapper aux portes des usines. C'est une bonne idée, mais ce n'est pas suffisant. En plus de frapper aux portes des usines, elle doit aussi frapper aux portes des banques, des entreprises, des institutions, des ressources, de tout ce qui est commun aux gens.

Le délégué grec m'a interrogé sur la question de l'eau, comment avions-nous commencé en Bolivie. Nous avons pris des éléments basiques pour la survie : l'eau. Qui pollue l'eau qui est une richesse commune ? Elle était en train d'être privatisée. Le peuple a mené une guerre et a récupéré l'eau pour les habitants. Ensuite nous avons récupéré non seulement l'eau, mais nous avons mené une autre guerre sociale et nous nous sommes lancé à l'assaut du gaz, du pétrole, des mines, des télécommunications. Et nous avons encore beaucoup d'autres choses à récupérer. En tout cas, cela a été le point de départ : une participation croissante des citoyens dans la gestion des biens communs dont dispose toute société, région…

Troisièmement, la gauche doit récupérer la revendication de l'universalisme, des idéaux universels, des biens communs, de la politique qui est un bien commun, de la participation en commun à la gestion des biens communs. Elle doit

Suite à la page (14)

« Le vol du siècle »

« Le vol du siècle » : le Mexique privatise son pétrole sous pression des multi-nationales américaines

Pour apprécier le courage des processus révolutionnaires à Cuba, au Venezuela ou en Bolivie, il faut constater l'ampleur de la faillite dans des États sous domination impérialiste : parmi eux le Mexique, qui vient de privatiser le « joyau national », le pétrole.

Une « réforme énergétique » visant à « moderniser, restructurer la PEMEX (Pétroles du Mexique) » : derrière ce langage euphémique, le Mexique vient de faire passer ce 12 décembre la privatisation de sa ressource principale, le pétrole nationalisé en 1938. Ce projet a été voté grâce à la collaboration entre le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) centriste du président Pena Nieto, le Parti d'action nationale (PAN), mais aussi de l'opposition officielle, le parti de centre-gauche de la Révolution démocratique (PRD).

Ce dernier a participé au programme « Pacte pour le Mexique » qui prévoit des réformes simultanées – « réforme de l'éducation », « réforme énergétique », « réforme du travail » - qui visent à baisser le coût du travail, précariser les salariés et ouvrir de nouveaux secteurs au profit.

Toutefois, la question du pétrole est la plus sensible à plus d'un titre. D'abord, pour des raisons économiques, la PEMEX est un monopole public intégral dans le 8 ème producteur de pétrole au monde (devant l'Irak, le Nigeria, le Koweït). Cette manne est source de toutes les convoitises, de la part des capitalistes mexicains comme des groupes pétroliers américains. Elle est aussi le pilier de l'Etat mexicain : 40 % du budget fédéral dépend des ressources du pétrole.

Ensuite, pour des raisons idéologiques. Pour les libéraux, le symbole est fort :privatiser PEMEX, c'est achever la privatisation de tout le pays, entamée dans les années 1980 sous tutelle du FMI. Le président Cardenas, héritier de la révolution, a en 1938 nationalisé le pétrole, sous pression des luttes ouvrières, exproprié les entreprises britanniques et américaines et fait inscrire dans la Constitution que « les terres, eaux et ressources naturelles appartiennent à la nation ».

Avec l' « ouverture aux investissements étrangers », l'État concède des licences d'extraction, d'exploitation qui confient les ressources naturelles, en particulier les réserves d'avenir (eaux profondes, pétrole bitumineux), aux multi-nationales qui engrangeront les bénéfices.

L'argument fallacieux de la dette : bientôt la faillite de l'Etat mexicain?

Pour brader ce patrimoine national, les arguments les plus fallacieux ont été ressortis. Celui de la dette d'abord.

La PEMEX a une dette de 55 milliards de $. D'où vient cette dette ? D'abord de l'imposition massive imposée par l'Etat sur la PEMEX, 55 % de ses revenus sont directement pompés par l'Etat.

Les marges de l'entreprise publique financent largement le budget de l'Etat, à hauteur de 40 %, en premier lieu les programmes sociaux, ce qui fait dépendre directement la stabilité de l'État, les aides sociales des dizaines de millions de pauvres que compte le pays, de la manne pétrolière.

La privatisation de la PEMEX menace de faillite l'Etat mexicain, ce qui permettrait l'adoption de thérapies de choc. Dans les années 1980, c'est sous la menace d'une banqueroute que le FMI avait pu imposer ses « plans d'ajustement structurel », dont la privatisation pionnière des télécoms.

La « face sombre » du système PEMEX, c'est la corruption généralisée dont les architectes ont été le PRI (au pouvoir pendant 70 ans) et le Syndicat des pétroliers … les deux forces qui impulsent désormais sa privatisation, contre les intérêts du peuple mexicain !



Banderole en espagnol "Pemex n'est pas à vendre", lors d'une manifestation à Mexico, en mars 2008 AP/Alexandre Meneghini

Face à la perte massive de revenus publics, les responsables gouvernementaux pointent une solution : augmenter la TVA. L'impôt le plus injuste vient d'être unifié à 16 %, même pour les produits de base. La Banque du Mexique propose de l'augmenter à 17 %, d'autres à 23 %. Le poids de la PEMEX dans le budget public s'explique aussi par un système fiscal injuste, offrant aux grandes entreprises – en particulier celles américaines qui délocalisent à la frontière, dans les maquiladoras – des avantages fiscaux exorbitants.

Selon la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine), le montant des exonérations et privilèges fiscaux concernant les plus riches et les entreprises s'élève à 70 milliards de $, soit 6 % du PIB, ou encore un tiers du budget de l'Etat !

« Le vol du siècle » un jackpot convoité par les multi-nationales, une pression américaine

« Le vol du siècle », le terme choisi par le politicien de centre-gauche Lopez Obrador est plutôt juste. Présentée comme moribonde, la PEMEX se porte très bien, elle a engrangé en 2012 128 milliards de $ de revenus, dont 52 milliards de bénéfices.

Présentée comme un géant inefficace, peu compétitif, en réalité la PEMEX est une des entreprises aux coûts de production les plus faibles au monde : 6,12 dollars par baril, contre 6,57 $ pour Total, 10 $ pour BP, 11 $ pour Shell, 14 $ pour Chevron.

Aujourd'hui, la PEMEX est la quatrième entreprise pétrolière au monde pour la production de brut. Elle est la 13 ème entreprise du continent Américain, tous secteurs confondus, pour les revenus générés derrière Petrobras et 12 entreprises états-uniennes (Exxon, WalMart, Ford, HP …).

Le projet de privatisation du pétrole n'a pas mobilisé seulement les groupes capitalistes mexicains (dont celui du multi-millardaire Carlos Slim), les majors américaines – Exxon, Chevron – voient dans le Mexique un eldorado, la garantie de profits faciles.

Les Etats-unis ont été les pionniers de la privatisation, poussant à la signature en avril 2012 de l' « Accord trans-frontalier » pour l'exploitation des réserves au large du Golfe du Mexique, qui, pour la première fois, envisageait l'exploitation conjointe du pétrole entre PEMEX et majors américaines.

Un rapport capital rédigé en 2012 pour le Sénat américain insistait, pour la « sécurité énergétique des Etats-unis » sur l'importance de l'ouverture du Mexique aux « capitaux étrangers ».

Le Mexique, vingt ans après l'ALENA : un pays plongé dans la misère

Trente ans après les premières « réformes structurelles » imposées par le FMI, vingt ans après l'Accord de libre-échange-ALENA avec les Etats-unis, le Mexique est plus que jamais un pays dépendant, colonisé, un pays ravagé par la misère, l'insécurité, les inégalités.

L'industrie mexicaine a été réduite à l'état de sous-traitant de l'économie américaine, de réserve de main d'œuvre bon marché pour les multi-nationales américaines. Les emplois créés dans les maquiladoras délocalisées compensent ceux perdus dans les industries traditionnelles.

Les salaires dans le secteur industriel ont baissé de 20 % entre 1994 et 2001, tandis que les conditions de travail se sont dégradées : hommes mais aussi femmes et enfants travaillent de 10 à 12 h par jour, dans des conditions d'hygiène et de travail dignes du XIX ème siècle.

L'agriculture mexicaine a été ravagée, avec des conséquences dramatiques pour la population des campagnes comme des villes. Depuis 1994, 5 millions d'emplois agricoles ont été perdus, des millions de paysans réduits à la misère.

Le Mexique, en auto-suffisance alimentaire jusqu'en 1994, est désormais dépendant de l'agriculture américaine à hauteur de 40 %. L'inflation endémique des prix alimentaires a conduit à des émeutes de la faim en 2007, après une augmentation de près de 100 % du prix de la « tortilla », aliment de base des Mexicains.

La conséquence directe de cette mutation économique, c'est l'explosion de la pauvreté. Le pays comptait 21 % de pauvres, soit 12 millions. Aujourd'hui ils sont quatre fois plus nombreux : 53 millions, soit 46 % de la population du pays.

Pour beaucoup de Mexicains, réduits à l'extrême misère, la seule alternative est l'exil : dans les années 2000, on estime que 500 000 Mexicains émigraient chaque année aux États-Unis, clandestinement.

L'autre alternative, c'est la criminalité, le narco-trafic alimenté par la demande américaine. La « guerre contre le narco-trafic » a permis d'imposer la militarisation de l'État, et d'installer un climat de terreur : depuis 2006, les conflits liés au narco-trafic ont fait entre 50 et 100 000 morts.

Pendant ce temps, la première fortune du pays, l'homme le plus riche du monde, Carlos Slim s'engraisse. Il s'était enrichi dans les années 1980 en rachetant les entreprises privatisées à vil prix, comme TelMex (télécoms), maintenant un monopole privé et faisant payer le prix fort aux usagers.

Assis sur 80 milliards de $, Slim empoche chaque jour 17 millions de $, soit autant que … 22 millions de Mexicains qui vivent avec moins de 1 $ par jour.

Une opposition populaire massive à cette politique mais pas d'alternative

Suite à la page (18)

Mandela est mort, pourquoi occulter la vérité sur l'Apartheid ?



Nelson Mandela et Fidel Castro

Par Fidel Castro Ruz

Peut-être que l'Empire a cru que notre peuple n'honorerait pas sa parole quand, en ces jours incertains du siècle dernier, nous affirmions que même si l'URSS venait à disparaître, Cuba continuerait à lutter.

La Seconde guerre mondiale a éclaté quand, le 1 er septembre 1939, le nazisme envahissait la Pologne et s'abattait comme la foudre sur le peuple héroïque d'URSS, qui donna 27 millions de vies pour sauver l'humanité de cette boucherie brutale qui coûta la vie à plus de 50 millions de personnes.

La guerre est, d'autre part, la seule activité tout au long de l'histoire que le genre humain n'ait jamais été capable d'éviter ; ce qui emmenait Einstein à répondre qu'il ne savait pas à quoi ressemblerait la Troisième guerre mondiale, mais que la quatrième se jouerait à coups de bâtons et de pierres.

Selon les données disponibles pour les deux principales puissances, les États-Unis et la Russie disposent de plus de 20 000 ogives nucléaires. L'Humanité devait savoir que, trois jours après l'arrivée au pouvoir de J.F.Kennedy aux États-Unis, le 20 janvier 1961, un bombardier B-52 américain, dans un vol de routine, qui transportait deux bombes atomiques avec une capacité destructrice de 260 fois supérieure à celle utilisée à Hiroshima, subit un accident qui précipita son crash. Dans de tels cas, des équipements automatiques sophistiqués appliquaient des mesures qui empêchaient l'explosion des bombes. La première toucha le sol sans problème ; la seconde, sur les quatre mécanismes, trois échouèrent, et le quatrième, dans un état critique, n'avait pas fonctionné non plus ; la bombe par pur hasard n'avait pas éclaté.

Aucun événement présent ou passé dont je me rappelle ou j'ai entendu parler, n'a eu autant d'impact sur l'opinion publique mondiale que la mort de Mandela ; non pour son opulence, mais pour la qualité humaine et la noblesse de ses sentiments et idéaux.

Tout au long de l'histoire, jusqu'à il y a à peu près un siècle et demi de cela avant que les machines et les robots, pour une dépense minimale en énergie, s'occupent de nos modestes tâches, il n'existait aucun des phénomènes qui aujourd'hui touchent l'humanité et régissent la vie de chacun : hommes et femmes, enfants et anciens, jeunes et adultes, agriculteurs et ouvriers, manuels et intellectuels. La tendance dominante est de s'installer dans les villes, où la création d'emplois, les transports et conditions élémentaires de vie, exigent d'énormes investissements au détriment de la production alimentaire et d'autres formes de vie raisonnables.

Trois puissances ont déposé des objets sur la Lune. Le même jour que Nelson Mandela, enveloppé dans le drapeau de son pays, était inhumé dans la cour de l'humble demeure où il est né, il y a 95 ans, un module sophistiqué de la République populaire de Chine atterrissait sur le sol de notre Lune. La coïncidence entre les deux faits est pur hasard.

Des millions de scientifiques recherchent des matières et radiations sur la terre et dans l'espace ; on sait ainsi que Titan, un des satellites de Saturne, contienent 40 fois plus de pétrole que ce que notre terre en contenait quand on a commencé son exploitation il y a 125 ans de cela, alors qu'au rythme actuel de consommation il sera épuisé dans moins d'un siècle.

Les sentiments fraternels de fraternité profonde entre le peuple cubain et la patrie de Nelson Mandela sont nés d'un fait qui n'a même pas été mentionné, et dont on n'a pas dit un mot pendant toutes ces années ; Mandela était un apôtre de la paix qui ne désirait blesser personne. Cuba, parce qu'il n'a jamais réalisé aucune action à la recherche de gloire ou de prestige.

Quand la révolution a triomphé à Cuba, nous fumes solidaires des colonies portugaises en Afrique, dès les premières années ; les Mouvements de libération sur ce continent mettaient en échec le colonialisme et l'impérialisme, après la Seconde guerre mondiale et la libération de la République populaire chinoise – le pays le plus peuplé du monde – après le triomphe glorieux de la Révolution socialiste russe.

Les révolutions sociales ébranlaient les fondations du vieil ordre des choses. En 1960, on comptait déjà 3 milliards d'habitants. Dans le même temps, grandissait le pouvoir des grandes firmes trans-nationales, presque toutes américaines, dont la monnaie, soutenue par le monopole de l'or et une industrie intacte loin des fronts de bataille, devint maître de l'économie mondiale. Richard Nixon brisa unilatéralement le lien entre sa monnaie et l'or, et les entreprises de son pays partirent à la conquête des principales ressources et matières premières du monde, qu'ils acquirent avec le papier vert.

Jusqu'ici, rien qu'on ne connaisse pas déjà.

Mais pourquoi prétend-on occulter que le régime d'Apartheid, qui a tant fait souffrir l'Afrique et a indigné la majorité des nations du monde, était le fruit de l'Europe coloniale et qu'il devint une puissance nucléaire, grâce aux États-Unis et Israël, un pays dont Cuba, qui soutenait les colonies portugaises en Afrique qui luttaient pour leur indépendance, a condamné ouvertement ?

Notre peuple, qui avait été cédé par l'Espagne aux États-Unis après la lutte héroïque qui a duré plus de

Suite à la page (18)

Suite de la page (12)

récupérer des biens communs tels que les droits. Le droit au travail, à la retraite, à l'éducation gratuite, à la santé, à un air sain, à la protection de la terre-mère, à la protection de la nature. Ce sont des droits universels, ce sont des biens communs universels à propos desquels la gauche, la gauche révolutionnaire, a des mesures concrètes, objectives et mobilisatrices à proposer. Je lisais dans le journal qu'en Europe on utilisait des ressources publiques pour sauver des biens privés. C'est une aberration. Ils utilisaient l'argent des épargnants européens pour sauver les banques de la faillite. Ils utilisaient ce qui était un bien commun pour sauver du privé. Le monde marche sur la tête. Ce devrait être le contraire : utiliser des biens privés pour sauver et aider le bien commun. Les banques doivent connaître un processus de démocratisation et de socialisation de leur gestion, sinon les banques vont vous priver non seulement de votre travail, mais aussi de votre maison, de votre vie, de votre espérance, de tout. C'est quelque chose qu'il ne faut pas permettre.

Dans le même temps, notre proposition en tant que gauche doit revendiquer une nouvelle relation métabolique entre l'être humain et la nature. En Bolivie du fait de notre héritage indigène, nous appelons cela ainsi. Le Président Evo Morales dit toujours : « la Nature peut exister sans l'être humain, mais l'être humain ne peut pas exister sans la Nature ». Il ne faut toutefois pas tomber dans la logique de l'économie verte qui est une forme hypocrite de l'écologie. Il y a des entreprises qui se présentent à vous, les Européens, comme étant des protectrices de la nature et de la pureté de l'air. Mais ce sont les mêmes qui nous apportent en Amazonie, en Amérique ou en Asie tous les déchets qui sont produits ici. Ils se présentent ici comme des défenseurs, des protecteurs, et là-bas ce sont des prédateurs. Ils ont converti la Nature en un marché de plus. Or la protection radicale de l'écologie, ce n'est pas un nouveau marché, ni une nouvelle logique d'entreprise. Il faut instaurer une nouvelle relation qui sera toujours tendue. Parce que la richesse qui va satisfaire les besoins requiert la transformation de la nature et en transformant la nature, nous modifions son existence, nous modifions le bios. Mais en modifiant le bios, souvent à contremploi, nous détruisons et l'être humain et la nature. Le capitalisme ne se soucie pas de cela pas, parce que pour lui, c'est du commerce. Mais nous, cela nous concerne, cela concerne la gauche, l'humanité, l'histoire de l'humanité. Nous devons revendiquer une nouvelle logique des relations, qui soient, je ne dirai pas harmonieuses mais métaboliques, réciproquement bénéfiques, entre l'environnement et l'être humain, le travail, les besoins.

Enfin, il est clair que nous devons revendiquer la dimension héroïque de la politique, telle que la voyait Hegel. En le suivant, je suppose, Gramsci disait que dans les sociétés modernes, la philosophie et un nouvel horizon de vie ont à se convertir en foi en la société, qu'ils ne pouvaient exister qu'en tant que foi à l'intérieur de la société. Cela signifie que nous avons besoin de reconstruire l'espérance, que la gauche doit être la structure organisationnelle souple, de plus en plus unifiée, capable de réveiller l'espérance, de redonner un nouveau sens commun, une nouvelle foi, non dans le sens religieux du terme, mais une nouvelle croyance largement répandue au nom de laquelle les gens puissent mettre en jeu leur temps, leurs efforts, leur espace, leur dévouement.



Le IV Congrès avait réuni 30 formations de gauches européennes à Madrid

Je salue ce que ma camarade commentait, disant qu'aujourd'hui nous réunissons 30 organisations politiques. Excellent ! Cela signifie qu'il est possible de s'unir, que nous pouvons sortir des espaces restreints. La gauche, si faible aujourd'hui en Europe, ne peut se permettre le luxe de se démarquer de ses pairs. Il peut y avoir des différences sur 10 ou 20 points, mais nous coïncidons sur 100. Que ces 100 points soient donc les points d'accord, de rapprochement, de travail. Et nous pouvons garder les 20 autres pour la suite. Nous sommes trop faibles pour nous permettre le luxe de rester dans des combats de chapelle et de petits fiefs, en se distançant du reste. Nous devons assumer une logique nouvellement gramscienne, unifier, coordonner, promouvoir.

Nous devons prendre le pouvoir de l'État, nous devons nous battre pour l'Etat, sans jamais oublier que l'Etat est plus qu'une machine, c'est une relation. Plus que matière, c'est une idée. L'Etat est essentiellement une idée. Et un peu de matière. Il est matière en tant que relations sociales, en tant que forces, en tant que pressions, budgets, accords, réglementations, lois. Mais il est fondamentalement idée en tant que croyance en un ordre commun, un sens de la communauté. Au fond, la lutte pour l'Etat est un combat pour une nouvelle façon de nous unifier, pour un nouvel universalisme, pour un type d'universalisme qui unifie les gens volontairement.

Mais cela suppose alors d'avoir gagné au préalable sur les croyances. Avoir déjà vaincu les adversaires avec des mots, par le bon sens. Avoir déjà vaincu les conceptions dominantes de droite dans le discours, dans la perception du monde, dans les perceptions morales que nous avons des choses. Tout cela exige un travail très ardu. La politique n'est pas seulement une question de rapport de forces, de capacité de mobilisation, même si cela le sera en son temps. Elle est fondamentalement persuasion, articulation, sens commun, croyance, vision partagée, jugements et préjugés partagés quant à l'ordre du monde. Et là, la gauche ne doit pas seulement se satisfaire de l'unité des organisations de gauche. Elle a besoin de se développer dans le domaine des syndicats, qui sont le soutien de la classe ouvrière et sa forme organique d'unification. Mais nous devons aussi être très attentifs, camarades, à d'autres formes nouvelles d'organisation de la société. La reconfiguration des classes sociales en Europe et dans le monde va donner lieu à différentes formes d'unification, plus souples, moins organiques, peut-être plus territoriales, moins liées aux lieux de travail. Toutes sont nécessaires. L'unification par lieu de travail, l'unification territoriale, l'unification thématique, l'unification idéologique ... c'est un ensemble de formes flexibles, face auxquelles la gauche doit avoir la capacité d'articuler, d'unifier et de proposer, et d'aller de l'avant.

Permettez-moi, au nom du Président, en mon nom, de vous féliciter, de saluer cette rencontre, de vous souhaiter et d'exiger de vous - respectueusement et affectueusement : luttez, luttez, luttez ! Ne nous laissez pas seuls, nous les autres peuples qui luttons de manière isolée dans certains endroits : en Syrie, un peu en Espagne, au Venezuela, en Equateur, en Bolivie. Non, ne nous laissez pas seuls, nous avons besoin de vous, non pas d'une Europe qui observe de loin ce qui se passe dans les régions éloignées du monde, mais d'une Europe qui éclaire à nouveau le destin du continent et du monde.

Meilleurs vœux à vous tous et merci beaucoup !

Traduction de l'espagnol par : Marie-Rose Ardiaca El Correo. Paris, le 18 décembre 2013

Suite de la page (5)

relatifs à l'indépendance d'Haïti, contrastent vivement avec son faire politique cabotin et égoïste. Après avoir évoqué, avec raison «*le puissant souffle libérateur qui animait l'élan ultime et décisif d'une armée de parias, de soldats et d'officiers sans grade, auxquels le système colonial déniait toute qualité d'hommes, [et qui] allait balayer les derniers retranchements des forces napoléoniennes jusque-là invincibles*», Martelly affirme que «*nous avons galvaudé le legs qui nous a été remis*».

Mais qui sont-ils ces galvaudeurs de legs sinon cette punaiserie de *ti wouj, ti chaben*, petites chabines à gros *dada, ti nwa*, petites négresses aux fesses chargées de victuailles, *ti grimo foli milat*, petites grimelles *ti tete*, grosses grimelles *gwo pòtchay* pareilles à *Gwo Soso*, tous qui depuis le parricide de 1806 n'ont pas arrêté, sur le plan social et politique, de se reproduire par une sorte de bizarre parthénogénèse pédogénétique à répétition, et qui, aujourd'hui s'agglutinent autour de leur «*chawony*», *en petites grappes grimaudes, en essaims chabins, en colonies négrillonnes, en treilles grimaudes et grimelles, animés* d'un *élan ultime et décisif* de donner des jarrets au système néocolonial, toutes incisives grimaçantes pour dépecer la chair du peuple et assouvir leur soif de profit maximum.

Selon les propos pas mal osés du premier bandit légal de la nation, ce dernier aurait été *élevé* (sic) *à la Première Magistrature de l'Etat pour que la communauté nationale divorce d'avec les démissions, d'avec l'enlisement dans la fange des intérêts à courte vue». Jésus, Marie, Joseph, nous sommes pris au filet de toutes les entraves* avec un tel échantillon de la grimauderie parasite, de la verminerie *ti nwa-ti wouj* qui, avant même la prestation de serment du petit *chawony* rose avait signé de juteux contrats de l'ordre de plusieurs dizaines de millions de dollars avec des «*blancos de la tierra» dominicains, sans appel d'offre, dans une perspective entravante et démissionante d'enlisement dans la fange des intérêts à courte vue* de papa, *manman, pitit* Martelly

Pris d'un furieux accès de délire, le koulanguiettard patenté, s'inspirant de ses fameux «4E», *a eu à déclarer : «Il nous faut gagner les Vertières de l'**E**ducation pour tous, de l'**E**mploi généralisé, de la réhabilitation de l'**E**nvironnement et de l'instauration de l'**E**tat de Droit…». En fait, il avait oublié de mentionner un cinquième* **E**, l'*É*lectricité. Or, selon l'historien Michel Soucard, ces cinq «œufs», à la fin de l'année 2012, étaient vides. En décembre de cette année, les «œufs» sont carrément pourris, à force de scandales les uns plus ébouriffants que les autres, ce qui ne gêne nullement le président *sankoutcha*, sans honte, sans sentiment.

Puant de démagogie, le *preyidan* a fait allusion à la mise sur pied d'une «*fòs piblik pou sekirite ak lapè … pou nou ka retire pitit pèp la nan chomaj, nan grangou, nan fenwa, nan mizè ak inyorans*», autrement dit les cinq plaies qui affligeant les masses pauvres. Or, celles-ci attendent encore de leur *ti manman cheri* et de leur *ti papa doudou* au moins un pansement efficace. En proie au délire, Martelly affirme, *en-ce-n'est-rien*, imperturbable: «*Jodi a nou dwe fè lapè pou nou konstwi demokrasi, nan yon eta de dwa kote gen jistis ak respè yonn pou lòt.* Vraiment… Nous sommes des héritiers du grand Dessalines, M. Martelly, n'allez pas nous prendre pour des canards sauvages ! Non, tonnerre de Brest ! Il ne faut pas nous prendre pour des imbéciles. Ne vous moquez pas de nous.

État de droit ? Bien sûr. Des expoliciers « à la moralité douteuse » figurent dans l'entourage et dans le service de sécurité du *preyidan*, selon le RNDDH. Martelly arrache manu militari son magnétophone à un reporter de Radio Kiskeya. Mercidieu Calixte Valentin, *graine* de rechange du *preyidan*, gardien jaloux des deux *tete* de Gwo Soso, assassin présumé du commerçant Octanol Dérissaint est libéré par un juge immoral, appendice du pouvoir, sans jamais avoir été jugé.

État de droit ? Assurément. Me. Newton Louis St Juste, un «*Ti Avoka pòv*», un «*ti avoka raz*» loge une dénonciation au Parquet de Port-au-Prince contre la Première Dame, Sophia St Rémy Martelly, et son fils, Olivier Martelly, pour usurpation de fonction, corruption, détournement de fonds publics, blanchiment et association de malfaiteurs. Que pensez-vous qui arriva ? Le dossier fut classé sans suite.

État de droit ? C'est certain. Le riche homme d'affaires Clifford Brandt est arrêté pour son implication présumée dans l'enlèvement de deux *pitit boujwa*. Dans la foulée, il dénonce l'un des fils du président de la République qui «ferait partie de son réseau dont il ne serait que le numéro 5». Le chef kidnappeur est «en prison». Un an plus tard, le *dekiprevyen* judiciaire de Clifford est à la fois un mystère et un scandale. Le Réseau National de Défense des Droits Humains porte à l'attention du *preyidan* le dossier de Karl Jean-Jeune un fugitif recherché par la Justice américaine pour fraude organisée… et vol de l'ordre de vingt-huit mille sept cents dollars américains ($28.700). Or, Karlito se trouve être un conseiller (sic) de Madame Gwo Soso. Dans un État de droit, Madame a bien le droit de dire : touche pas à mon pote, *sa a se pa m*.

Pour finir. Alors que M. Obama, l'homme des drones tueurs, rappelle que «*Mandela nous a montré que l'on pouvait choisir un monde qui était fondé sur l'espoir et les opportunités*», Martelly le grand menteur, le grand corrompu, le bluff ambulant, propose qu'«*Il est impérieux que nous réapprenions à vivre ensemble dans l'harmonie et la paix pour nous focaliser sur ce qui nous rassemble, nous rapproche et nous unit.» Lumière et ombres présidentielles.*

Apprenons toutefois à nous méfier de nos présidents (présents et anciens), car *bonjou yo pa laverite.*

Whether you're buying or selling a car,
If You Can't Make It To Us, We'll Pick You Up.
Call 877-356-5030 For Complimentary Pick Up

1% IS ALL YOU PAY TO DRIVE AWAY! ~ WE ARE SURE TO HAVE A CAR TO FIT YOUR BUDGET!

EASY FINANCING! OVER 30 BANKS ON LOCATION! EASY FINANCING!†† • NO CREDIT NO PROBLEM!

3,000 REASONS TO SAVE THIS HOLIDAY SEASON!

WE HAVE A CAR TO FIT EVERY BUDGET!

PURCHASE A VEHICLE BETWEEN 9AM-5PM FROM NOW UNTIL MONDAY AND RECEIVE A GIFT ON US OF EITHER AN IPOD, NAVIGATION, CAR ENTERTAINMENT SYSTEM or BLUETOOTH KIT... COMPLIMENTS OF MAJOR WORLD!

'11 HYUNDAI SONATA
BUY FOR: $8,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 4 cyl, A/C, p/opts, 42k miles, Stk#83604

'10 TOYOTA RAV4 4WD
BUY FOR: $9,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 16k miles, Stk#73241

'10 HYUNDAI CIVIC
BUY FOR: $9,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 4 cyl, A/C, p/s, p/b, 35k miles, Stk#74688

'12 CHEVY CRUZE
BUY FOR: $9,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 47k miles, Stk#82690

'12 TOYOTA CAMRY
BUY FOR: $10,995 PLUS TAX & TAGS
Auto, 4 cyl, A/C, p/s, p/b, 21k miles, Stk#84619

'11 TOYOTA SIENNA
Auto, 6 cyl, p/s, p/b, 15k miles. Stk#73236
BUY FOR: $14,995 PLUS TAX & TAGS

'12 NISSAN PATHFINDER
Auto, 6 cyl, A/C, p/s, p/b, 29k miles, Stk#78422
BUY FOR: $17,995 PLUS TAX & TAGS

CLIP IT. BRING IT. CASH IN!
UP TO $3,000
• TOWARD THE PURCHASE OF ANY VEHICLE
• ADDITIONAL VALUE FOR YOUR TRADE • DOWN PAYMENT*
Authorized Signature Required, General Manager
Must be presented prior to negotiations. Cannot be used for service or parts. Cannot be combined with other offers.

2011 CHEVY MALIBU
BUY FOR: $99 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ $2995 DOWN PLUS TAX & TAGS
Stk# 69396, 18k mi.

2012 TOYOTA COROLLA S
BUY FOR: $103 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ $2995 DOWN PLUS TAX & TAGS
Stk# 84301, 35k mi.

2012 HONDA ACCORD LX
BUY FOR: $115 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ $2995 DOWN PLUS TAX & TAGS
Stk# 82471, 32k mi.

2011 FORD EDGE
BUY FOR: $147 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ $2995 DOWN PLUS TAX & TAGS
Stk# 82896, 51k mi.

2009 HONDA PILOT EX
BUY FOR: $199 PER MO./ 72 MOS @ 1.99% APR W/ $2995 DOWN PLUS TAX & TAGS
Stk# 72824, 36k mi.

2011 MERCEDES C300^
BUY FOR: $18,995 PLUS TAX & TAGS
Stk# 68924, 13k mi.

CARS STARTING AS LOW AS $2,995!

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2001	Honda Civic, 87k	73406	$2,995
2003	Toyota Camry, 108k	67147	$2,995
2000	Honda Civic, 130k	544413	$2,995

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2004	Nissan Sentra, 53k	UC16122	$3,995
1999	Toyota Rav4, 160k	218724	$3,995

MANY MORE LIKE THIS TO CHOOSE FROM!

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2005	VW Passat ndsmtr, 24k	69686	$4,995
2005	Toyota Camry, 65k	62871	$4,995

MANY MORE LIKE THIS TO CHOOSE FROM!

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2003	Honda Accord EX, 91k	72885	$5,995
2005	Honda Civic, 142k	78453	$5,995

MANY MORE LIKE THIS TO CHOOSE FROM!

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2008	Toyota Corolla, 7k	43265	$6,995
2008	Volkswagen Jetta, 30k	52550	$6,995

MANY MORE LIKE THIS TO CHOOSE FROM!

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STK /VIN	PRICE
2009	Toyota Camry, 87k	82713	$7,995
2010	Honda Fit, 17k	73329	$7,995
2007	Toyota Corolla, 92k	74352	$7,995

»»MANAGER SPECIALS««

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STOCK /VIN	PRICE
2006	Nissan Altima, 6K TMU	65610	$6,995
2009	Honda Accord EX, 40k	65124	$7,995
2009	Chevy Cobalt, 56k	65308	$7,995
2010	Nissan Sentra, 46k	68559	$7,995
2012	Hyundai Elantra, 15k	79461	$8,995
2008	Jeep Liberty, 17k	54235	$9,495
2010	Chrysler Sebring, 38k	61787	$9,995
2011	Ford Escape XLT, 25k	74493	$9,995

YEAR	MAKE/MODEL/MILES	STOCK /VIN	PRICE
2009	Nissan Murano, 45k	73621	$12,888
2011	Nissan Rogue, 50k	69968	$13,995
2013	Nissan Altima, 16k	82570	$13,995
2011	GMC Terrain, 51k	82272	$13,995
2007	Lexus ES350, 53k	56974	$14,888
2010	Infiniti G37, 28k	70898	$18,995
2009	Acura MDX, 31k	73459	$22,888
2010	Lexus LS 460, 39k	82704	$31,995

Don't Make Your Next Payment Until You Speak To Us!

MAJORWORLD.com

1-888-396-2567 43-40 NORTHERN BLVD. LONG ISLAND CITY, QUEENS, NY 11101









Prices include all costs to be paid by the consumer except for license, registration & taxes. Used vehicles have normal wear, tear & mileage, some may have scratches & dents. ††All applications will be accepted. Severity of credit situation may affect down payment, APR & terms. Bankruptcies and liens must be discharged. *Voucher available on vehicle purchase of $10,000 or more. ^slight h2o damage. **Vehicle must be in safe operating condition, dealer not responsible for excess wear and tear. Offers cannot be combined. NYC DCA#0851824, DMV#7046226.

Amérique Latine: inauguration du conseil politique de l'Alba

Par PAULAMLAT

A été inauguré dans la ville de Caracas le Conseil Politique de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique (ALBA), lors d'une cérémonie dirigée par le Chancelier du pays amphitryon, Elias Jaua.

Dans son discours inaugural, Jaua a souligné « qu'au milieu des grands défis » de 2013, les pays de l'Alliance peuvent démontrer « que l'initiative (de l'ALBA) continue à être plus actuelle que jamais et que l'héritage du Commandant Chavez et des leaders d'Amérique Latine est plus actuel que jamais ».

Il a déclaré que parmi les objectifs du Conseil Politique figurent les suivants : Discuter du « traité constitutif de l'ALBA, comme un organisme qui doit, aujourd'hui, être reconnu juridiquement au niveau international ».

La proposition de la création de l'Université des Sciences de la Santé, Salvador Allende. Créer des mécanismes de coordination ALBA-Pétrocaribe. La révision de l'instrument pour « initier un processus de rencontre, de complémentarité » entre les espaces économiques de l'Eco-ALBA et le Marché Commun du Sud (Mercosur).

Le conseil Politique de l'ALBA a lieu la veille du second Sommet de l'ALBA-Pétrocaribe. A cette rencontre, on a confirmé la présence des présidents de l'Équateur, Rafaël Correa, de la Bolivie, Evo Morales, de Cuba, Raùl Castro, du Nicaragua, Daniel Ortega, de la République Dominicaine, Danilo Medina, du Surinam, Dési Bouterse, d'Haïti, Michel Martelly et du premier ministre de Belize, Dean Barrow. Ces deux derniers se trouvent déjà dans le pays.



Le ministre vénézuélien Elias Jaua (au centre) lors de son discours pour inaugurer le Conseil Politique de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique (ALBA)

Réussites de l'ALBA en 2013.

Le Chancelier vénézuélien a mis en avant les principales réussites de l'alliance en 2013. Parmi celles-ci, « son rôle actif pour promouvoir la reconnaissance de l'Etat palestinien aux Nations Unies. »

Il a aussi souligné les « efforts » de l'ALBA pour éviter l'intervention militaire en Syrie. Il a aussi déclaré qu'ils ont soutenu « avec beaucoup de force » la campagne de l'Equateur contre la compagnie pétrolière nord-américaine Chevron Texaco. « Nous avons poussé nos propres espaces, nous avons avancé dans la construction de la plate-forme politique et sociale », a déclaré Jaua au sujet de l'ALBA, mécanisme d'intégration qui selon ses mots « s'est constitué en bloc d'opinion plus actif dans les forums internationaux ».

TeleSUR/ao-FC 16 décembre 2013
Traduction Françoise Lopez
Cuba Si France Provence 17 Décembre 2013

¡Hasta siempre Comandante!,Chavez pour toujours!

Cuba: Fidel Castro reçoit le président Nicolas Maduro

Le leader de la Révolution Cubaine, Fidel Castro Ruz, a reçu aujourd'hui le Président vénézuélien, Nicolas Maduro, qui s'est rendu à La Havane pour commémorer symboliquement le 19° anniversaire de la première visite du Commandant Hugo Chavez à Cuba et sa rencontre historique avec Fidel.

Pendant cette longue rencontre, Fidel et Maduro ont évoqué la figure et les idéaux du leader de la Révolution Bolivarienne Hugo Chavez, qui les ont unis dans une extraordinaire amitié

Maduro a remis au camarade Fidel comme cadeau les œuvres complètes du Général Oleary sur le libérateur Simon Bolivar.

Le leader de la Révolution Vénézuelienne, Hugo Chavez et le leader de la Révolution Cubaine, Fidel Castro, se sont rencontrés pour la première fois à Cuba il y a 19 ans, quand le Commandant Chavez fut invité à donner une conférence au sujet du Mouvement Bolivarien Révolutionnaire 200.

Lors de cette rencontre est née une sorte de fraternité solidaire et révolutionnaire qui se transformerait en l'espérance des peuples après la victoire présidentielle de Chavez au Venezuela en 1998.

A travers son compte Twitter, le chef d'Etat vénézuélien a souligné le fait que l'occasion a été également propice pour rappeler le 9° anniversaire


Nicolas Maduro et Fidel Castro

de la création de l'Alliance Bolivarienne pour les Peuples de Notre Amérique (ALBA).

« Je me suis rendu à Cuba et j'ai rendu visite à Fidel pour les 19 ans de sa rencontre historique avec Chavez et pour les 9 ans de l'ALBA... » a écrit le Président Maduro.

Cubadebate 22 Décembre 2013
Traduction: Françoise Lopez pour Cuba Si France Provence

Soudan du Sud : Coup d'Etat déjoué à Juba?


L'ancien vice-président Riek Machar (à gauche) en compagnie du président Salva Kiir (à droite)

Le président sud-soudanais, Salva Kiir, a déclaré hier avoir déjoué un coup d'Etat de son rival l'ancien vice-président Riek Machar à l'issue d'intenses combats dans la nuit et la matinée à Juba.

Le chef de l'Etat a décrété un couvre-feu nocturne dans la capitale pour une durée indéterminée. «Il y a une tentative de coup d'Etat, mais ils ont échoué et nous avons le contrôle» de la situation, a dit le président Kiir à la presse, vêtu de façon inhabituelle d'une tenue militaire couleur camouflage. «Les assaillants ont fui et nous sommes à leur poursuite», a-t-il ajouté, mettant en cause «un groupe de soldats fidèles à l'ancien vice-président Riek Machar», son rival politique limogé en juillet. «Nous avons procédé à des arrestations» et le gouvernement «fera en sorte que les coupables répondent de leurs crimes», a poursuivi M.Kiir.

Le sort de M.Machar, personnalité controversée au Soudan du Sud pour ses renversements d'alliance durant la guerre civile entre la rébellion sudiste - désormais au pouvoir à Juba - et Khartoum (1983-2005), était inconnu hier. Ni lui ni ses proches n'étaient joignables. Un couvre-feu a été mis en place de 18H00 à 06H00 (15H00 à 03h00 GMT) «jusqu'à nouvel ordre» dans la capitale, où les combats se sont déroulés durant la nuit, puis hier dans la matinée, autour de bâtiments militaires. Aucun tir n'était plus entendu depuis environ 09H00 (06H00 GMT) et la ville était quadrillée hier par les forces de sécurité. «Les tirs ont commencé vers 22H00-22H30 (...) et ont duré jusqu'à environ 02H00 du matin. Il y a ensuite eu une accalmie et ils ont repris vers 06H00 dans un autre quartier militaire», a expliqué un diplomate à Juba, précisant que les combats avaient été circonscrits à deux endroits de la ville.

Une source sécuritaire dans la capitale a indiqué que les affrontements avaient impliqué des mitrailleuses lourdes et des mortiers. Selon un porte-parole de la Mission de l'ONU au Soudan du Sud (Minuss), Joseph Contreras, «plus de 800 civils, surtout des femmes et des enfants» se sont réfugiés dans un complexe de l'ONU adjacent à l'aéroport, fermé jusqu'à nouvel ordre. La Minuss a fermement démenti «héberger toute personnalité politique ou militaire». Selon le président sud-soudanais, les combats ont commencé dimanche avec «l'attaque du QG de la SPLA» - l'ex-rébellion sud-soudanaise devenue armée nationale à l'indépendance du Soudan du Sud en juillet 2011 - «par un groupe de soldats alliés à l'ancien vice-président Riek Machar et son camp». «Ce prophète de malheur persiste à poursuivre ses actions du passé et je dois vous dire que je ne permettrai ni ne tolèrerai aucun autre incident de ce type», a ajouté M.Kiir à propos de son rival. «Mon gouvernement ne permettra pas que se répètent les évènements de 1991», a-t-il martelé, faisant référence à la scission survenue à l'époque au sein de la rébellion sudiste avec la défection de M.Machar. Ce dernier avait créé un mouvement rival et s'était plus tard allié à Khartoum, avant de réintégrer ses troupes à la SPLA au début des années 2000.

Le jeune et pauvre Soudan du Sud est en proie à de graves tensions politiques depuis que M.Machar - qui avait annoncé son intention de se présenter contre Salva Kiir à la présidentielle de 2015 - a été limogé en juillet avec l'ensemble du gouvernement. Ce limogeage avait laissé craindre un retour des clivages de la guerre civile, entre les partisans de M.Kiir, pour beaucoup, issus de l'ethnie Dinka, et la communauté des Nuer à laquelle appartient M.Machar. Début décembre, M.Machar avait étalé au grand jour les graves dissensions au sein du régime sud-soudanais en dénonçant, avec d'autres figures politiques majeures, l'attitude «dictatoriale» du président Kiir au sein du parti au pouvoir, le Mouvement populaire de libération du Soudan (SPLM), ancienne branche politique de la rébellion sudiste. «Les profondes divisions au sein de la direction du SPLM, exacerbées par les tendances dictatoriales du président du SPLM (Salva Kiir) (...) sont susceptibles de créer de l'instabilité au sein du parti et dans le pays», avait averti M. Machar, alors toujours vice-président du SPLM.

Afrique Asie 21 Décembre 2013

Suite de la page (13) Mandela...

30 ans, ne s'est jamais résigné au régime esclavagistes qui lui fut imposé pendant près de 500 ans.

De la Namibie, occupée par l'Afrique du sud, partirent en 1975 les troupes racistes soutenues par des chars légers avec des canons de 90 mm qui pénétrèrent sur plus de 2 000 km jusqu'aux abords de Luanda, où un bataillon des forces spéciales cubaines – aéroportées – et d'autres troupes également cubaines à bord de chars soviétiques qui se trouvaient sur place, sans équipage, purent les contenir. Cela se produisit en novembre 1975, 13 ans avant la bataille de Cuito Cuanavale.

J'ai déjà dit que nous ne faisions rien en quête de prestige ou de quelque bénéfice. Mais c'est un fait bien réel que Mandela a été un homme intègre, révolutionnaire profond et radicalement socialiste, qui avec un grand stoïcisme a supporté 27 années de confinement solitaire. Je ne cessai jamais d'admirer son honnêteté, sa modestie et son énorme mérite.

Cuba a rempli ses devoirs internationalistes rigoureusement. Il défendait des points-clés et entraînait chaque année des milliers de combattants angolais au maniement des armes. L'URSS fournissait l'armement. Toutefois, à l'époque, nous ne partagions pas l'idée de notre conseiller principal soviétique. Des milliers d'angolais jeunes et en bonne santé étaient constamment incorporés dans les unités de l'armée émergente. Le conseiller principal n'était, toutefois, pas un Joukov, un Rokossovski, un Malinovski et tous ces généraux qui firent la gloire de la stratégie militaire soviétique. Son idée fixe était d'envoyer des brigades angolaises avec les meilleures armes sur le territoire où était censé se trouver le gouvernement tribal de Savimbi, un mercenaire au service des Etats-unis et de l'Afrique du sud. C'était comme envoyer les forces qui combattaient à Stalingrad à la frontière de l'Espagne phalangiste qui avait envoyé plus de 100 000 soldats lutter contre l'URSS. Cette année-là, il se produisit une opération de ce type.

L'ennemi perçait les lignes des forces des brigades angolaises, touchées à proximité de l'objectif où elles avaient été envoyées, à 1 500 km de Luanda. Elles étaient chassées par les forces sud-africaines qui prenaient la direction de Cuito Cuanavale, vieille base militaire de l'OTAN, à 100 km de la 1ère brigade de chars cubains.

A ce moment critique, le Président d'Angola sollicita le soutien des troupes cubaines. Le Chef de nos forces au sud, le Général Leopoldo Cintra Frias, nous remit la demande, ce qui était habituel. Notre réponse ferme fut que nous apporterions notre soutien si toutes les forces angolaises sur ce front se mettaient sous commandement cubain, au sud de l'Angola. Tout le monde comprenait que notre demande était un prérequis pour faire de cette base historique le champ de bataille idéal pour frapper les forces racistes d'Afrique du sud.

En moins de 24 heures, la réponse d'Angola était arrivée, positive.

On décida l'envoi immédiat d'une Brigade de chars cubaine jusqu'au point de ralliement. D'autres se trouvaient sur la même ligne, vers l'Ouest. L'obstacle principal était la boue et l'humidité de la terre pendant la période des pluies, un terrain qu'il fallait inspecter mètre par mètre pour le déminer. A Cuito, fut envoyé également le personnel pour occuper les chars sans équipages, ainsi que les canons qui leur manquaient.

La base était séparée du territoire qui se trouve à l'est par le puissant rapide fleuve Cuito, sur lequel se trouvait un solide pont. L'armée raciste l'attaqua désespérément ; un avion téléguidé bourré d'explosifs réussit à le toucher et à le rendre inutilisable. Les chars angolais en retraite qui purent se déplacer traversèrent le fleuve par un pont plus au Nord. Ceux qui ne se trouvaient pas dans les conditions adéquates furent enterrés, avec leurs armes dirigées vers l'Est ; une bande dense de mines anti-personnelles et anti-chars transformèrent la ligne en un piège mortel de l'autre côté du fleuve. Quand les forces racistes reprirent leur avancée et se heurtèrent à cette muraille, toutes les pièces d'artillerie et les chars des brigades révolutionnaires tirèrent depuis les points localisés dans la zone de Cuito.

Un rôle spécial était réservé aux chasseurs MIG-23 qui, à près de 1 000 km/h et à près de 100 m d'altitude, étaient capables de distinguer si l'artilleur était noir ou blanc, et tirait sans cesse sur ces derniers.

Quand l'ennemi usé et immobilisé dut battre en retraite, les forces révolutionnaires se préparèrent pour l'assaut final.

De nombreuses brigades angolaises et cubaines se déplacèrent à toute vitesse et à bonne distance vers l'Ouest, où se trouvaient les seules grandes allées d'où les sud-africains lançaient leurs actions contre l'Angola. L'aéroport était à près de 300 km de la frontière avec la Namibie, occupée totalement par l'armée de l'Apartheid.

Tandis que les troupes se réorganisaient et se ré-équipaient, il fut décidé en toute urgence de construire une piste d'atterrissage pour les MIG-23. Nos pilotes utilisaient le matériel aérien livré par l'URSS à l'Angola, dont les pilotes n'avaient pas du temps nécessaire pour suivre l'instruction nécessaire. Les pertes furent importantes, parfois occasionnées par nos propres artilleurs. Les sud-africains occupaient toutefois une partie de la route principale qui conduit du bord du plateau angolais en Namibie. Sur les ponts enjambant le puissant fleuve Cunene, entre le sud de l'Angola et le nord de la Namibie, commencèrent entre-temps les tirs de canons de 140 mm, dont la portée dépassait les 40 km. Le problème principal résidait dans le fait que les racistes sud-africains possédaient, selon nos calculs, entre 10 et 12 armes nucléaires. Elles avaient été testées, en mer ou dans les eaux gelées du sud. Le président Ronald Reagan l'avait autorisé, et parmi le matériel livré par Israël on trouvait le dispositif nécessaire pour faire exploser la charge nucléaire. Notre réponse fut d'organiser le personnel dans des groupes de combat de pas plus de 1 000 hommes, qui devaient se déplacer de nuit sur une vaste portion du territoire, et dotés de véhicules blindés anti-aériens.

Les armes nucléaires d'Afrique du sud, selon des rapports fiables, ne pouvaient pas être chargés sur des avions Mirage, elles nécessitaient des bombardiers lourds de type Canberra. Mais en tout cas, la défense anti-aérienne de nos forces disposait de roquettes qui pouvaient frapper et détruire des objectifs aériens situés à plusieurs dizaines de kilomètres de nos troupes. Additionnellement, un barrage de 80 millions de m3 d'eau situé sur territoire angolais avait été occupé et miné par des combattants cubains et angolais. L'explosion de ce barrage aurait eu un effet équivalent à celui de plusieurs armes nucléaires.

Cependant, une centrale hydro-électrique qui utilisait les forts courants du fleuve Cunene, avant d'arriver à la frontière avec la Namibie, était utilisée par un détachement de l'armée sud-africaine.

Quand sur le nouveau théâtre d'opération les racistes commencèrent à tirer avec des canons de 140 mm, les MIG-23 frappèrent durement ce détachement de soldats blancs, et les survivants abandonnèrent leur poste laissant y compris certaines traces critiques envers leur propre commandement. Telle était la situation quand les forces cubaines et angolaises avancèrent vers les lignes ennemies.

Je savais que Katiuska Blanco, auteur de plusieurs ouvrages historiques se trouvaient sur place, avec d'autres journalistes et reporters. La situation était tendue mais personne ne perdit son calme.

C'est alors que parvinrent les nouvelles que l'ennemi était prêt à négocier. On était parvenu à mettre fin à l'aventure impérialiste et raciste ; sur un continent qui dans 30 ans aura une population supérieure à celle de la Chine et de l'Inde réunies.

Le rôle de la délégation de Cuba, à l'occasion du décès de notre frère et ami Nelson Mandela, sera inoubliable.

Je félicite le camarade Raul pour sa prestation brillante et, en particulier, pour la fermeté et la dignité dont il avait fait preuve quand il a salué le chef du gouvernement des Etats-unis et lui dit en anglais : « Monsieur le président, je suis Castro ».

Quand ma santé limita mes capacités physiques, je n'ai pas hésité une seule seconde à exprimer ma préférence sur qui, à mon avis, devait assumer ma responsabilité. Une vie est une minute dans l'histoire des peuples, et je pense que celui qui prend aujourd'hui une telle responsabilité doit avoir l'expérience et l'autorité nécessaires pour faire le bon choix, face à un nombre croissant, quasi infini, de variantes.

L'impérialisme aura toujours plusieurs cartes en main pour faire main basse sur notre île, dut-il la dépeupler, la priver de jeunes hommes et jeunes femmes, en lui offrant les miettes des biens et ressources qu'il pille dans le monde.

Solidarité Internationale 18 décembre 2013

Suite de la page (13)

La « réforme énergétique », le bradage du patrimoine national ne passent pas dans la population. Selon les enquêtes, entre 70 et 85 % de la population rejettent le projet de privatisation du pétrole.

Si des manifestations ont été organisées au Mexique ces dernières semaines – notamment autour du Sénat au moment du vote – sous le mot d'ordre « la PEMEX n'est pas à vendre ! », aucun mouvement d'ampleur n'a été lancé.

Le principal syndicat, le Syndicat des travailleurs du pétrole mexicain, a collaboré à la « Réforme énergétique ». Proche du PRI – qui rappelons-le est membre de la sinistre Internationale socialiste – il est gangrené par la corruption, habitué à la co-gestion.

Du côté des partis parlementaires, si le PRD (parti social-démocrate) a exprimé son opposition au Parlement, il a participé au pilotage de la « Réforme énergétique » et ne proteste que pour se doter d'un soutien électoral, face à un projet massivement refusé par la population.

Le peuple mexicain est privé de toute alternative, de toute organisation de classe, révolutionnaire. Le Parti communiste du Mexique, combatif, essaie de reconstruire un mouvement porteur d'alternative. Il a exprimé son opposition ferme à la « réforme énergétique » : « Les communistes défendent la souveraineté sur les ressources naturelles du Mexique, nous nous opposons au fait de confier leur exploitation aux monopoles nationaux ou internationaux (…) et nous battons pour une socialisation de l'industrie pétrolière et électrique ».

Pendant qu'en Bolivie, au Vénézuela, le peuple se réapproprie ses ressources naturelles face à la rapacité des multi-nationales et engage un processus de transition vers le socialisme, le Mexique ou la Colombie s'enfonce dans un capitalisme dépendant, dans la privatisation des ressources.

Les pays qui s'engagent vers le socialisme font reculer la pauvreté, ceux qui choisissent le capitalisme connaissent misère, violences et émigration : quel camp choisissez-vous ?

Solidarité Internationale 19 décembre 2013

Suite de la page (6)

Nwèl Kasayòl Bèlè
Se Nwèl chalè
Nwèl fyèl anmè
Nwèl gaz atoufè
Nwèl bò watè
Nwèl fon lanfè
Nwèl fòm lanvè
Nwèl koulè kalvè
Nwèl flonn mizè

Men nwèl bèf anlè
Se nwèl malfèktè
Nwèl atoufè
Nwèl raketè
Nwèl vye dilè
Nwèl kidnapè
Kidnapè koulè
Matchòpwèl atoufè
Simo dyòl watè
Simaye gaz tout lè
Pou di bèf la w wè
Chèf la w wè sa n fè
W wè sa n fè chimè
Ak tout pil lòt lidè
Pou w ka gen lapè

Nan sal tout fakilte
Kot pitit Kasayòl poze
Flonn simo debake
Simaye gaz pike
Pitit Kasayòl mele
Tout pitit yo toufe
Yo pa fouti respire
Bèf la menm sèmante
Tan boujon alemye
Ta fleri nan site
Kot Kasayòl rete
Pito Ayiti antere

Kasayòl pran plenyen
Ton Nwèl pat konnen
Ton Nwèl tande byen
Yon bèf manfouben
Yon vye bèf meriken
Yon vye bèf sangwen
Ki kwè l malen
Mache garyonnen
Flannen nan tout kwen
Nan tout rakwen

Menm nan Ginen
Pa pou ti kal anyen

Vye mal bèf mazenflen
Ki pa vo yon gouden
Manman bèf meriken
Pitit vye bèf voryen
Fanmi vye bèf anyen
Kòkoday vye bèf tenten
Pase n nan flonn tenten
Kou pye krab arenyen

Ane sa a nan baz la
Nwèl baz Kasayòl la
Nwèl la san Manndela
Nwèl la san Madiba
Kasayòl di pye bèf la
Ban l move kout ba
Nan vyole lalwa
Nan arete depite a
Nan pete fyèl jij la
Nan arete avoka
Depi kasayòl di aba
Voye Simo fatra
Beyen yo ak gaz la
Ban yo grann Nanna
Pou tout Sò Zanna
Nwèl ka bèf la
Viktwa sou pèp la

Ane sa a nwèl anba
Nwèl Kasayòl la
Se Nwèl kobaba
Se Nwèl Minista
Nwèl kalvè kolera
Kolera vèmin Minista
Kolera ki kole la
Nan fiftiwann pèp la
Kolera kalvè traka

Nwèl Senmaten
Se ribanbèl tenten
Nwèl woz fennen
Se nwèl woz tenten
Nwèl woz manfouben
Nwèl woz sendenden
Nwèl san yon monnen
Se Nwèl manti kou chen
Ribanbèl rèl ak plenyen
Nwèl rèv krabarenyen

Nwèl Kasayòl la
Se Nwèl anba
Se Nwèl aba
Aba vye bèf la
Aba woz Minista
Aba woz fatra
Aba woz boujwa
Aba woz traka
Aba woz mazanza
Aba woz awousa
Aba woz mafya

Nwèl Ayiti anba
Anba vye bèf la
Anba bòt labou a
Anba zago bèf la
Anba lodè gaz la
Anba bòt Minista
Anba grif kolera

Kriminèl simo yo
Simo abolotcho
Simo zenglendo
Bay Kasayòl yo
Move kout mato
Voye gaz sou yo
Maspinen baz yo
Ba yo gaz agogo
Ba yo gaz komabo
Ba yo gaz jis nan zo
Se konsa nwèl pa yo
Pase nan tout geto

Ansasen Simo
Zagoloray fin awoyo
Bliye bòs Gwo Moso
Gwo Moso Frannsisko
Frannsisko abolotcho
Te di li gen bon do
Kounye a l nan cho
Bèf la voyel Tomazo
Voye l al fouye zo
Nan dans bizanngo
Bizanngo flanngo

Nwèl koulè blòf
Gaz nan tout kòtòf
Sot depi Kenskòf
Fofile Avni Kristòf
Rive mòn Sen Kristòf

Suite de la page (7)

est resté impuni alors que, dans l'un des cas, les meurtriers, partisans du gouvernement en place, ont publiquement revendiqué leur crime et continuent à fanfaronner sans avoir jamais été appréhendés. Ces mêmes partisans continuent de maintenir les journalistes et les organes de presse indépendants sous la menace constante de leurs violences.

4) Le pluralisme politique est systématiquement refusé par l'actuel gouvernement. En témoignent la mise à sac et l'incendie des locaux de la plupart des partis politiques de l'opposition et les arrestations arbitraires régulières et les disparitions de militants et de militantes politiques. Cela malgré les prescrits de la Constitution, malgré les protestations de tous les secteurs de la vie nationale répercutées dans la résolution 822 de l'Organisation des Etats Américains (OEA).

5) Enfin le droit à la libre circulation des hommes et des femmes n'est pas reconnu. Certaines portions du territoire sont officiellement interdites aux partis politiques de l'opposition et aux organisations de la société civile.

Face à cette dérive totalitaire, nous, artistes, écrivains(nes), intellectuels-elles, éducateurs-trices

* Déclarons refuser de nous associer à des célébrations officielles à travers lesquelles le gouvernement ne vise qu'à rechercher une impossible légitimité. Ne pas nous associer au gouvernement, ce n'est pas nous opposer à l'unité haïtienne, c'est au contraire la défendre.

* Invitons le peuple haïtien et les institutions et personnalités étrangères à ne pas se prêter aux manipulations et aux tentatives de séduction du pouvoir tyrannique établi actuellement en Haïti. Il serait dommage que ce pouvoir puisse à l'avenir se prévaloir de la passivité de ses victimes et/ou de l'appui de personnalités et d'institutions étrangères dont l'action, fondée sur une intention bienveillante, ne viendrait que le sortir de l'isolement auquel l'Histoire et le peuple haïtien qu'il martyrise entendent bien le condamner.

Fait à Port-au-Prince le 29 septembre 2003

Suivent les premières signatures.

- Claude-Henri Accacia
- Michel Accacia
- Gesner Armand
- Jean-Claude Bajeux
- Anthony Barbier
- Jessy Ewald Benoît
- Pierre Buteau
- Jean Casimir
- Georges Castera
- Suzy Castor
- Syto Cavé
- Amos Coulanges
- Jean Coulanges
- Magalie Comeau Denis
- Patrice-Michel Derenoncourt
- Max Dominique
- Frank Etienne
- Marie-Andrée Etienne
- Pierrot Exama

Enock Charles Faustin
- Jude Charles Faustin
- Jean-Claude Fignolé
- Reynold Guerrie
- Michel Hector
- Reynold Henry
- Laennec Hurbon
- André Lafontant Joseph
- Frandley Denis Julien
- Dany Laferrière
- Yves Lafortune
- Yanick Lahens
- Ricardo Lefèvre
- Danièle Magloir
- Jessy Manigat-Chancy
- Daniel Marcelin
- Gérard Mathieu Junior
- Myriam Merlet
- Jean Metellus
- Marc-Ferl Morquette
- Jean Michel
- James Noel
- Raoul Peck
- Claude Pierre
- Michèle Pierre-Louis
- Vogly Pongnon
- Emelie Prophète
- Guy Régis Junior
- Jacques Roche
- Wooly Saint-Louis
- Paul Saint-Preux
- Amilcar Similien (Simil)
- Michel Soukar
- Evelyne Trouillot
- Michel Rolph Trouillot
- Lyonel Trouillot
- Gary Victor

Mobilizasyon tòf
Manifestasyon tòf
Pou n kwape blòf
Demaske chowòf
Pou vye bèf Madòf
Sot tonbe pòtòf pòf
Pou l ka resi tekòf

Bèf twonpe Kalin
Men l pa kabre lalin
Gaz simo vèmin
Gaz lepolis vèmin
Pentad woz vèmin
Se sewòm gazolin
Pou fè lit Lasalin
Sot Bèlè al Lagoslin
Vanse tout boulin
Kwape tout vèmin
Vèmin k ap detwi n

Pou Ayiti Cheri n
Yon jou kanpe min
Min sou tout vèmin

Nwèl pitit Kasayòl
Nan fon lizyè panyòl
Se tout gèp panyòl
Nan dengonn Kawòl
Vye bèf gen bon dyòl
Pou salanbe wosiyòl
Nan kalòj ka ti Pòl
Pa di w zing pawòl
Lè gout san Anatòl
Anba pik gèp panyòl
Soti depi sou do tòl
Koule nan tout rigòl
Pou rive jis Chansòl

Nwèl Kasayòl Madlèn

Nwèl koridò Sentelèn
Lopital san oksijèn
Pou pran swen ti sè n
Nwèl gaz lakrimojèn
Nwèl kalvè mizè n
Nwèl grangou lavichè n
Nwèl malè kansè n
Nwèl bèf atoufè n
Nwèl aloral
Kat kanaval
Zewo lwa elektoral
Nwèl tèt bankal
Nwèl ji bokal
Nwèl anbachal
Lòt bò kannal
Malè ka Chantal

J. Fatal Piard
Desanm 2013

Décès

Haïti Liberté annonce avec infiniment de regret la nouvelle de la mort de Gérard Bruyère, originaire de Jérémie, survenue le jeudi 19 Décembre en cours à 9 heures PM en sa résidence privée au 8609 Homelawn street, Jamaica, N.Y, après une longue maladie courageusement supportée. Gérard fut un membre influent du regroupement communautaire Alliance des Emigrés Haïtiens à Brooklyn et Administrateur au consulat Haïtien à New-York en ce temps sous la direction générale du Consul feu Philippe Wilson Désir.
En cette pénible circonstance, nous envoyons nos condoléances émues à sa veuve Mme Antonine Bruyère, née El Saïeh ; son fils Mr Gérard Bruyère Jr, sa fille Mme Gina Nitru, née Saïeh, et sa famille, sa petite fille Niya, ses neveux et nièces, ses belles soeurs, cousins et cousines; aux membres de l'Alliance des Emigrés, aux familles Bruyère, El Saïeh, Nitru, ainsi qu'à tous les autres parents et amis que ce deuil afflige.
L'exposition de Gérard Bruyère aura lieu le Vendredi 27 Décembre 2013 de 5 heures à 9 Heures PM à Arlington Funeral Home, Queens et les funérailles seront chantées à l'Église Immaculée Conception à 10 Heures AM et la mise en terre au Calvary Cemetery.

Paix à son âme.

Suite de la page (7)

que les consignes du Quai d'Orsay ou de Washington sont strictes : ta gueule ou ton visa. La dignité de Anthony Phelps qui a refusé d'être partie prenante de cette *vagabonderie* politico-intellectuelle sous le patronage d'un inculte doublé d'un immoral leur reste encore, peut-être, en travers de la gorge.

La bouche cousue des NONistes est sans doute imputable au fait que le régime Martelly-Lamothe est en pleine «application concrète des principes d'égalité et de liberté» accouchés par l'indépendance d'Haïti. Allez donc le demander aux milliers de manifestants qui, le 18 novembre, au Cap-Haïtien, ont été dispersés à coups de gaz lacrymogène pour que le président fût «libre» de parader *egalego, nasyonal grimodo*. Ils vous en parleront en long et en large.

Les «immortels» du Collectif n'osent pas réclamer de la part de *tèt kale*, des «démarches de réparation et de restitution» légitime de la colossale somme d'argent que nous a volée la France au fil de presque deux siècles. Sans doute ont-il peur, «*sont-ils peur*» que le chef de la *garde-mantèguerie* ne le fasse dans une « tentative désespérée du pouvoir pour faire diversion par rapport à ses propres responsabilités» ou irresponsabilités.

On ne veut plus parler aujourd'hui de «la dérive totalitaire, l'incompétence et **la corruption** qui caractérisent l'actuel gouvernement [et] le disqualifient en ce qui a trait à la conduite de cette procédure». C'était vrai en 2002-2003, mais aujourd'hui Gwo Moso et son cher fiston Olivier ont mis bon ordre à la gabegie, la journaliste dominicaine Nuria Peria n'est qu'une confabulatrice ; Youri Latortue, Joseph Lambert, Edo Zenny sont des anges aux mains pures. Oubliez surtout que le jeune jacmélien Sherlson Sanon a accusé Joseph Lambert et Edo Zenny d'être les «**commanditaires d'assassinats, de kidnappings**» et d'être «**des cerveaux d'un réseaux de trafic de drogue». Tout ça, c'est des contes à faire dormir les petits** ***katkat***.

«Les conditions d'existence révoltantes de huit millions d'Haïtiens et d'Haïtiennes ne font que se détériorer, face à l'incapacité et l'inaction d'un gouvernement qui **dilapide, gaspille** les fonds publics et détruit la structure administrative», dénonçait le Collectif. Aujourd'hui ? Bon, il y a quand même les **5 E**, et les deux vaches à lait qui les alimentent : les prélèvements sur les transferts et appels téléphoniques en provenance de la diaspora, et la vache-qui-rit Petro Caribe. Ça vous donne 400.000 emplois et pleins d'investisseurs au pays; l'école gratuite est assurée de faire éclore dans les vingt ou trente prochaines années d'autres Jean-Claude Fignolé, Laennec Hurbon, Raoul Peck, Lyonel Trouillot, et, qui sait ? un autre immortel pour l'Académie française. Oui, on dit que le mal existe… le bien (et le beau) aussi. Et tout va très bien, madame la marquise.

En 2003, le Collectif écrivait : «Les vols, les viols, les disparitions, les harcèlements et les assassinats sont en effet le lot quotidien de la population». Sous le régime Martelly Lamothe, 4 millions venus de l'Uruguay pour dédommager une victime des casques bleus sont partis en fumée.


Georges Castera et Michel Martelly

Le fumeux ministre des Relations extérieures, le jeunot Casimir n'en sait rien, ou presque. Surtout, n'allez pas me dire que c'est du vol, vous seriez bien méchants.

Au chapitre des viols, il paraît qu'un certain ex-président d'un CEP croupion *porterait la bannière*, mais ce sont les mauvaises langues qui le disent. Passons. C'est tellement vrai que les harcèlements, assassinats et disparitions ont disparu que Clifford Brandt a disparu de la circulation. Vous comprenez donc la bouche cousue du Collectif. Motus, pas de *chwichwichwi*, les mecs travaillent pour le Quai d'Orsay et pour Washington…

Jusques à quand, gens du Collectif NON, resterez-vous donc bouche cousue face aux terribles dérives de Martelly et à ses procédés de honteuse «propagande aux fins de légitimation d'un **pouvoir usurpé** et reconnu aujourd'hui comme despotique et négateur des principes et des valeurs à la base de la révolution haïtienne ?» Jusques à quand ?

Directory Classified

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

AUCTIONS
Buy or sell at AARauctions.com. Contents of homes, businesses, vehicles and real estate. Bid NOW! AARauctions.com Lights, Camera, Auction. No longer the best kept secret.

AUTO DONATIONS
Donate your car to Wheels For Wishes, benefiting Make-A-Wish. We offer free towing and your donation is 100% tax deductible. Call 917-336-1254 Today!

HELP WANTED
DRIVERS with TLC License WANTED! With or WITHOUT car. George Town Car Service, Base # B01081, 919 E. 107th St., Brooklyn. Call Victor, 718.642.2222, cell 646.415.3031

HELP WANTED
DRIVERS with TLC License WANTED! With or without car. ALPHA CAR SERVICE, Flatbush Ave. & Ave. I, Brooklyn. Call 718-859-2900

PERSONAL
Haitian man seeking Haitian woman age 25-40. Start with friendship leading maybe to love. Must be educated & speak English, French or Kreyol. Send text or email. jean.vicor68@yahoo.com. 347-379-5765

REAL ESTATE
Sebastian, Florida: Affordable custom factory constructed homes $45,900+, Friendly community, No Real Estate or State Income Taxes ,minutes to Atlantic Ocean. 772-581-0080, www.beach-cove.com. Limited seasonal rentals.

WANTED
CASH for Coins! Buying ALL Gold & Silver. Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in NY 1-800-959-3419

Souhaite à tous ses clients Joyeux Noel 2013 and Bonne Année 2014



Yabofer Yabodi Yabola Botanica
1820 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
718-284-2237

Bon Bagay Tax Specialist
Pierre L. Michel
1229 Flatbush Avenue
(between Newkirk & Ave. D)
Brooklyn, NY 11226
718.484.0865
347.432.0639

Kenny Accounting & Income Tax Service
1805 Flatbush Avenue
(between Aves. J & K)
Brooklyn, NY 11210
718-252-4311

HACDEN
(Haitian American Cultural Development Network)
HACDEN@yahoo.com
718-314-8206

Isidor & Carmel Botanica
Mambo Marlène
164 NE 54th Street
Miami, FL 33137
786.718.7739

IDOLE TAX SERVICES
Jude Désir
1773 Nostrand Avenue
2nd Floor
Brooklyn, NY 11226
718-282-2574
718-612-8833 cell

Dantor & Agarou Botanica
44 NE 167th Street,
North Miami, FL 33162



Church Supplies, Card Reading, Spiritual Advisor & Healer. Good Luck Bath & Bad Luck Bath.
Everything Spiritual you may need!
Lydie or Marie
305-945-2234

Grand Drap Botanica
Père Love
3009 Beverly Road
Brooklyn, NY 11226
(718) 940-1491

Haiti: The Struggle Continues
WBAI 99.5 FM &
www.WBAI.org
Thursdays, 9-10 pm
917-251-6057

Maxx Real Estate & Income Tax



maxxrealtys.com
1424 Flatbush Avenue
(corner Farragut Road)
Brooklyn, NY 11210
718.576.6601

Ernest Wilson
Attorneys & Counselors at Law
Criminal • Real Estate • Matrimonial
1776 Nostrand Avenue
Brooklyn, NY 11226
718.282.6778
718.826.3060 (Court St. office)

Solide Rocher Restaurant
Catering for all occasions
3011 Beverly Road
(between Nostrand & E. 31st St.) Brooklyn, NY
347.425.0661



Mathieu Eugène
New York City Council Member Mathieu Eugène wishes the Haitian community a Merry Christmas and a Happy New Year in 2014!
May God bless you and your family.

AROMARK SHIPPING

IS YOUR DIRECT CONNECTION TO HAITI
YON KONEKSYON DIREK POU HAITI

Aromark Shipping specializes in shipping full container loads with personal effects, household goods, commercial cargo, relief goods, etc...

We now ship cars, trucks & construction equipment every week to Haiti. **Sailing Time**: 12 days. Vehicles received every Friday in Brooklyn.



ONE CALL DOES IT ALL
BOOKING, TRUCKING & SHIPPING TO PORT-AU-PRINCE, CAP HAITIEN & GONAIVES

Everyone at Aromark Shipping would like to deeply thank all our friends and clients in the Haitian community for their support and business over the past year, and we wish them a very Merry Christmas and a Happy New Year in 2014!



Please call GABRIEL or ROBERT:
973-690-5363
Fax: (973) 690-5364
Email: solutions@vmtrucking.com
www.HaitiShipping.com